

Projet d'appui au Renforcement des initiatives locales des Jeunes pour la Consolidation de la paix en Guinée

RAPPORT FINAL



EVALUATION FINALE INDEPENDANTE DU PROJET : "Appui au Renforcement des initiatives locales des Jeunes pour la Consolidation de la paix en Guinée"

Financement : Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies (Logo)

Consultants :

- ⇒ **Mamadou GOÏTA**, Directeur Exécutif IRPAD-Afrique
- ⇒ **Karamo CHERIF**, Membre associé IRPAD-Afrique

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des experts chargés de l'évaluation. Elles ne reflètent pas forcément ni celles des partenaires du projet (ACORD, WANEP, RAJGUI), ni celles de PBF.

Octobre 2019

Sommaire

REMERCIEMENTS.....	5
RESUME EXECUTIF.....	6
INTRODUCTION.....	9
I. DESCRIPTION DU PROJET.....	10
1.1. Contexte et historique :.....	10
1.2. Présentation du projet, résultats stratégiques et produits attendus :.....	11
1.3. Dispositif de gestion et modalités de mise en œuvre.	12
1.4. Budget, financement et répartition du budget	14
II. ETENDUE DE L'EVALUATION ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	15
2.1. Etendue de l'évaluation et les objectifs.....	15
2.2. Principes méthodologiques et limites de l'évaluation	15
2.2.1. Principes méthodologiques.....	15
2.2.2. Echantillonnage	15
2.3. Méthodologie de l'évaluation	16
2.4. Difficultés rencontrées et limites de la méthodologie.....	19
III. CONSTATS ET ANALYSES DES CRITERES	20
3.1. PERTINENCE DU PROJET	20
3.1.1. Pertinence par rapport à la prise en charge des besoins de départ	20
3.1.2. Cohérence avérée avec les politiques publiques	22
3.1.3. Pertinence par rapport aux priorités du SNU en Guinée	24
3.1.4. Pertinence par rapport à la théorie du changement	24
3.2. EFFICIENCE DU PROJET	25
3.2.1. Au niveau du choix des zones d'intervention du projet	25
3.2.2. Moyens et coûts de réalisation.	25
3.2.3. Au niveau de l'organisation, la gestion et le suivi	26
3.3. Efficacité du projet	32
3.3.1. Efficacité par rapport aux indicateurs de résultats quantitatifs du projet.	32

3.4. Effets et impacts du projet	45
3.4.1. <i>Situation de départ</i>	45
3.4.2. <i>Contributions du projet aux changements/effets</i>	45
3.4.3. <i>Perceptions des acteurs par rapport au projet</i>	46
3.4.4. <i>Effets et impacts sur le genre</i>	47
3.5. Durabilité du projet	49
IV. CONTRAINTES DE PERFORMANCE	52
4.1. Contraintes et difficultés institutionnelles.....	52
4.2. Contraintes opérationnelles	52
4.3. Autres contraintes	53
V. BONNES PRATIQUES, ENSEIGNEMENTS TIRES	53
5.1. Par rapport à la participation des jeunes dans la consolidation de la paix et la gouvernance locale	53
5.2. Identification des Jeunes modèles et coaching des Jeunes dans le cadre de l'entrepreneuriat et du leadership.....	53
5.3. Synergie d'action entre les jeunes, les autorités et leaders d'opinions sur la conduite des actions de promotion de la paix au niveau local.....	53
5.4. la mise en places des organisations de jeunes qui s'autonomisent progressivement:	54
5.5. la méthodologie de projet.	54
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	57
6.1. Conclusions.....	57
6.2. Recommandations.....	58
ANNEXES	60
Annexe 1 : Quelques récits de vie des jeunes.....	61
Cohésion sociale des jeunes : de la méfiance à la confiance	63
Annexe 2: Chronogramme des Missions terrain pour la collecte des données sur le terrain en Guinée.....	64
Annexe 3 : Liste des acteurs rencontrés lors de la collecte des données sur le terrain	65

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACORD:	Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
CEDEAO	Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
CCLM	Cadre de Concertation dans les Localités Minières.
COFFIG/DCPD	Coalition des Femmes -Filles de Guinée pour la Consolidation de la paix et le Développement.
CCFD	Centre de Coopération Française pour le Développement
CoPil	Comité de pilotage
PBSO	Bureau d'Appui à la Consolidation de la paix à New York
PBF	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.
NEWS	National Early Warning System
SNU	Système des Nations Unies
SYCAP	Synergie Communautaire des Acteurs de la Paix
SYPAP	Synergie Préfectorale des Acteurs de la Paix
OSC	Organisation de la Société Civile
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RAJ-GUI:	Réseau Afrique Jeunesse de Guinée
SAP	Système d'Alerte Précoce
WANEP	West Africa Network for Peacebuilding
OGDH	Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme
REFMAP	Réseau des Femmes de la Mano Pour la Paix
IRPADE	Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement
UGP	Unité de Gestion du projet
CNOSC	Conseil National des Organisation de la Société Civile.
J.A.P	Jeunes Ambassadeurs de la Paix

REMERCIEMENTS

La mission d'évaluation tient à remercier très sincèrement toutes les femmes et tous les hommes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de cette mission. Nous tenons à remercier particulièrement les personnes et les Institutions suivantes pour leur collaboration particulière et leurs contributions respectives :

- Le Gouvernement de la République de Guinée à travers lui, tous les Départements ministériels concernés ;
- L'équipe du PBSO à New York et la Coordination du Secrétariat Permanent du Fonds de Consolidation de la Paix en Guinée ;
- Les responsables des trois organisations membres du consortium à savoir : M. Macky BAH (Directeur pays ACORD) pour son apport inestimable à la mission d'évaluation, Dr Abdoulaye DIALLO (Président du Conseil d'Administration RAJ-GUI) et M. François Fadoua TOLNO (Coordinateur National WANEP Guinée) ;
- Le chef de projet Kaman KOULEMOU et toute son équipe ;
- Les Moniteurs et points focaux dans les différentes régions et communes urbaines ; tous les membres de l'équipe ; de projet
- L'ensemble des jeunes (femmes et hommes) rencontrés lors des différentes missions de terrain.

En plus de ces personnes, nos gratitudee vont à toutes les autorités administratives, politiques et techniques de l'Etat au niveau local mais aussi aux responsables de la Société Civile Guinéenne qui ont eu l'amabilité de nous recevoir et de partager avec nous de façon formelle ou informelle leurs opinions sur le projet mais aussi sur le contexte national.

Que toutes ces personnes trouvent dans ce rapport la profonde reconnaissance de toute l'équipe de l'évaluation.

RESUME EXECUTIF

Le Projet d'Appui au Renforcement des Initiatives locales des Jeunes H/F pour la consolidation de la paix en Guinée, initié par le Gouvernement guinéen à travers le Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté et mis en œuvre à travers un Consortium constitué d'ACORD Guinée, de WANEP et de RAJGUI a aussi bénéficié du financement du Bureau d'appui à la Consolidation de la paix des Nations Unies à New York pour un montant de 850.000 dollars US et pour une durée de 18 mois.

Le projet a démarré en mars 2018 et est porté par le consortium ACORD –WANEP et RAJGUI en collaboration avec l'administration et les services techniques des ministères impliqués dans la consolidation de la paix. Ce projet visait à mettre en place des mécanismes de dialogue de paix au niveau communautaire et de concertation entre les groupes de jeunes hommes, femmes et filles (H/F), plus particulièrement, le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits existants, l'opérationnalisation du système national d'alerte précoce et de réponse rapide sensible au genre et animé par les jeunes H/F.

Il s'agissait de contribuer à la gouvernance locale et à la participation citoyenne pour la consolidation d'une paix durable en Guinée.

L'évaluation a essentiellement eu pour objet d'apprécier la mise en œuvre du projet dans la perspective de la durabilité et la pérennité des activités après une appréciation de sa pertinence, de son efficacité, de son efficacité et des améliorations apportées aux différents bénéficiaires en termes de changements.

En outre, les enjeux de l'évaluation étaient de :

- Apprécier le niveau d'atteinte des objectifs du projet et constituer une aide à la consolidation des acquis ;
- Apprécier la pertinence d'ensemble du projet ;
- Analyser et évaluer l'efficacité et l'efficacité du projet,
- Apprécier le niveau des effets et des impacts du projet ;
- Analyser la durabilité et la pérennité des acquis du projet.

L'analyse des données a été faite sur la base des critères de performance définis dans les termes de référence à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficacité, l'impact et la viabilité/durabilité. Les résultats obtenus sont très satisfaisants. Le projet est jugé très pertinent par l'ensemble des acteurs de sa mise en œuvre.

En effet, les objectifs et les résultats ultimes visés sont une réponse aux véritables questions de consolidation de la paix en Guinée dont la jeunesse responsabilisée et intégrée dans la vie du pays, apparaît comme une actrice économique et politique de consolidation de cette paix tant recherchée en Guinée. Le projet est conforme aux orientations nationales du pays et s'inscrit dans les engagements internationaux et sous régionaux de la Guinée en matière de paix.

Le projet a été efficace en témoigne la réalisation dans de bonnes conditions de l'ensemble des activités planifiées. En outre il a été jugé très efficace de par sa contribution à la valorisation des ressources intellectuelles, financières, matérielles, au renforcement des structures des jeunes (hommes et femmes) et des collectivités mais aussi des trois membres du consortium et de l'unité de gestion. Ce projet a permis de consolider les liens de collaboration entre les trois organisations et donc des « capacités nationales » pour mieux porter les luttes nationales

et locales contre la marginalisation des jeunes et leur « passivité relative » face aux conflits de différentes natures.

Aussi, l'impact du projet est jugé positif car ses effets sont immédiats sur les bénéficiaires finaux et les partenaires de mise en œuvre à travers les changements individuels et collectifs, les organisations de jeunes mises en place qui se consolide de plus en plus en mettant en place des mécanismes de financement, des conflits de plus en plus résolus par les jeunes et qui contribuent à la stabilité locale, des rôles de plus en plus importants que certains jeunes sont en train d'avoir au niveau des instances politiques locales et même régionales, des projets individuels ou collectifs d'insertion économique des jeunes « cochés » qui se mettent en place et qui se consolident dans certains cas etc. Ces effets immédiats sont très importants et les effets à long terme sont déjà en cours de structuration.

Le projet a permis l'inclusion de la lutte contre l'exclusion des jeunes comme un axe prioritaire des stratégies locales des organisations de jeunes et de certains services déconcentrés de l'Etat et qui peuvent contribuer à enrichir la visibilité nationale pour l'ensemble des jeunes du pays si les acquis sont capitalisés, renforcés et soutenus aux différents niveaux (local, régional et national).

Les perspectives en termes de viabilité/durabilité des actions du projet sont assez prometteuses et méritent d'être poursuivies et soutenues. Les supports didactiques et les outils de prévention et d'éducation au conflit et à l'implication des jeunes, développés par le projet peuvent permettre la poursuite des séances d'animations et d'éducatives aux différents niveaux. Le développement de partenariats avec les pouvoirs locaux, les administrations locales, les collectivités et les actions de renforcement des capacités des prestataires, des associations de jeunes et surtout des jeunes femmes sont des facteurs réels de durabilité.

La mobilisation des trois membres du consortium dans le projet (ONGs nationales guinéenne et une ONG internationale très ancrée dans les milieux socio-économiques, politiques et culturels du pays) connus pour leur expertise développée sur les questions de prévention et de gestion des conflits pour accompagner les activités apparaît aussi comme une valeur ajoutée majeure du projet. En effet, un véritable trinôme ONGs nationales/international se met en place pour porter la dynamique de la paix sur des projets en étroite collaboration avec l'Etat guinéen.

Au vu de la qualité des résultats obtenus dans la mise en œuvre de ce présent projet et en tenant compte des perspectives envisagées et du souhait exprimé à l'unanimité par les acteurs sur le terrain et au niveau de Conakry (Ministères, associations de jeunes, professionnels de la consolidation de la paix, administration déconcentrées, collectivités territoriales, services techniques déconcentrés...), l'équipe d'évaluation recommande vivement la continuation des activités du projet et l'extension à d'autres actions et éventuellement d'autres communes du pays les années à venir.

Par rapport à ces constats, nos recommandations sont :

- Elaborer une ligne politique et des stratégies plus claires pour le renforcement des processus d'adoption des innovations sociales, politiques et culturelles liées à la construction et à la consolidation de la paix en Guinée. A ce titre, il est important pour les membres du consortium de contribuer à la mobilisation des partenaires dans le pays pour assurer la promotion et la consolidation des actions du projet ;

- Poursuivre les actions du projet pour renforcer les acquis en mettant l'accent sur les échanges entre les jeunes et surtout sur la consolidation de leurs associations qui sont relativement « jeunes ». A ce titre, un lien doit être établi entre les actions d'appui aux jeunes et la mobilisation des ressources internes à travers en partie le développement des filières agricoles et de l'Entreprenariat collectif et/ou individuel ou des filières non agricole des jeunes. Il sera dès lors pertinent de voir dans quelles conditions une partie des ressources pourra être mobilisée localement à l'avenir pour soutenir les champs d'expérimentation et de consolidation mais aussi dans d'autres domaines tels que l'assainissement et les arts à Conakry. Les apports des coopératives ou des Organisations Paysannes (OP) à vocation économique pourront être déterminants à ce niveau.
- Renforcer les capacités de suivi-évaluation-capitalisation des partenaires et d'autres acteurs nationaux impliqués, notamment sur la problématique de l'offre d'appui aux jeunes pour le développement des innovations sociales et politiques dans le cadre des actions de construction et de consolidation de la paix.
- Au plan stratégique, renforcer les alliances avec d'autres acteurs et réseaux dont les ONG spécialisées dans des secteurs complémentaires pour donner plus d'ampleurs aux résultats du projet notamment le financement des projets individuels et collectifs des jeunes au-delà de leur accompagnement pour l'élaboration des plans d'affaires.
- Créer les conditions pour que les résultats obtenus par le projet soient valorisés dans les documents d'orientation politiques notamment la stratégie nationale de prévention des conflits et de renforcement de la citoyenneté en Guinée.
- Consolider la synergie d'action entre les différents acteurs dans l'opérationnalisation du dispositif et du mécanisme d'alerte précoce et d'intervention rapide en Guinée notamment CEDEAO, WANEP, ANAFIC/PACV, SFCG etc.

INTRODUCTION

Le présent document est le fruit d'une évaluation externe indépendante du projet « **Appui au Renforcement des initiatives locales des Jeunes pour la Consolidation de la paix en Guinée** ». Ce projet a été mis en œuvre par un consortium d'ONG intervenant en Guinée (ACORD, RAJGUI et WANEP) en partenariat avec l'Etat et financé par le Fond des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.

Il s'agit d'une évaluation finale correspondant à la fin d'un projet. Elle a essentiellement pour objet d'apprécier globalement la mise en œuvre du projet, les résultats obtenus, la démarche de mise en œuvre du portefeuille relationnel développé notamment à l'initiative des jeunes.

Il a été demandé à l'équipe d'évaluation, entre autres, de :

- Evaluer la réalisation des activités prévues dans le cadre du projet et l'atteinte des résultats attendus ;
- Mettre en évidence la cohérence des résultats obtenus avec le cadre de résultats du projet ;
- Mesurer les acquis du projet selon les critères suivants : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, le genre/inclusion, l'impact et la viabilité de l'effet des activités menées ;
- Documenter les leçons apprises et les histoires humaines de changement ;
- Mesurer l'effet catalytique du projet et sa contribution au cadre national de consolidation de la paix ;
- Proposer une perspective d'avenir.

Les livrables sont les suivants :

- Le rapport d'orientation méthodologique (ROM) ; après la réunion de cadrage avec l'équipe du projet ;
 - Le rapport provisoire ;
 - Le rapport final d'évaluation qui prend en compte les observations ;
 - Tout autre document qui pourrait être demandé au consultant.
-
- Le partage des recommandations avec l'ensemble des acteurs du projet ;
 - L'élaboration d'un rapport prenant en compte les différents critères abordés et documentés ;
 - La proposition d'orientations pour l'avenir

En dépit de ce qui précède, l'équipe a fourni des efforts dépassant la simple analyse des acquis et des lacunes. Elle est allée jusqu'à formuler des recommandations précises avec le souci de mieux orienter les jeunes et mieux canaliser leurs réflexions à l'avenir. Tout en reconnaissant la jeunesse du projet par rapport à l'ampleur de la

Orientations du projet

Objectif général :

Le projet vise à mettre en place des mécanismes de dialogue, de paix au niveau communautaire et de concertation entre les groupes de jeunes hommes, femmes et filles (H/F). Plus particulièrement, le projet vise le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits existants, l'opérationnalisation du système national d'alerte précoce et de réponse rapide sensible au genre et animé par les jeunes H/F afin de contribuer à la gouvernance locale et à la participation citoyenne pour la consolidation d'une paix durable en Guinée.

Les résultats attendus du projet se résument en ces points ci-dessous :

- ☞ **Résultat 1** : *Les jeunes hommes, femmes et filles participent activement au renforcement de la cohésion sociale, du tissu social par la prévention et la résolution des conflits à travers l'opérationnalisation du système national d'alerte précoce et de réponse rapide dans les zones du projet.*
- ☞ **Résultat 2** : *Les jeunes hommes, femmes, filles et les décideurs locaux sont conscients de la valeur ajoutée, de l'inclusion, et du droit des jeunes à participer dans les instances de la gouvernance locale et du développement de leur communauté.*

tâche, elle a travaillé avec l'ensemble des acteurs pour élaborer ce rapport qui, à notre humble avis, reflète les réalités du terrain.

Le projet a démarré en mars 2018 et est porté par le consortium ACORD –WANEP et RAJGUI en collaboration avec l'administration et les services techniques des ministères impliqués dans la consolidation de la paix. Ce projet vise à mettre en place des mécanismes de dialogue de paix au niveau communautaire et de concertation entre les groupes de jeunes hommes, femmes et filles (H/F), plus particulièrement, le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits existants, l'opérationnalisation du système national d'alerte précoce et de réponse rapide sensible au genre et animé par les jeunes H/F.

Le présent document constitue le rapport de synthèse des données collectées sur le terrain dans les treize (13) communes de l'échantillon sur les 18 communes partenaires du projet. Il est structuré autour du bilan des réalisations, de l'analyse de la situation et des perspectives.

I. DESCRIPTION DU PROJET

1.1. Contexte et historique :

Le contexte sociopolitique guinéen a été marqué dans la dernière décennie par de nombreuses crises politiques et sociales, des conflits liés à la gestion des ressources naturelles et l'accès aux services sociaux de base, des violences intercommunautaires à base ethniques et politiques, renforcées par une fragilité de l'état de droit, de la justice et des déficits de gouvernance.

Certaines régions sont en particulier plus touchées par un climat d'instabilité, de violences et de tensions :

La région forestière, notamment la zone de Nzérékoré, est caractérisée par une instabilité récurrente marquée par des violences intercommunautaires à base ethnique et religieuse depuis plus de 40 ans, et souvent instrumentalisées politiquement.

Les confrontations répétées qui continuent à moindre ampleur mais de manière régulière, trouvent leurs causes dans des tensions liées à l'accès aux ressources naturelles, l'instrumentalisation de différences culturelles et l'instrumentalisation d'un climat de méfiance entretenu par une promiscuité sans précédent entre les groupes ethniques et les adeptes des partis politiques.

En Haute Guinée, particulièrement dans les préfectures de Siguiri, Mandiana et Kouroussa, on constate un afflux massif d'hommes et de femmes mais aussi des jeunes garçons et filles venus de l'intérieur du pays et des pays voisins et qui se livrent à l'exploitation artisanale de l'or. L'exploitation anarchique artisanale et industrielle des fortes ressources minières de ces zones a entraîné une détérioration de l'environnement et de l'écosystème, une augmentation de la criminalité et une recrudescence des conflits et violences intercommunautaires liées à la gestion non transparente des ressources naturelles.

Dans la région de Conakry, en particulier les communes de Ratoma, Matoto, Matam, Kaloum et Dixinn, sont les principaux lieux de concentration des manifestations politiques récurrentes qui sont généralement émaillées de violences et de pertes en vies humaines liées à l'utilisation des armes de guerre ou de chasse et l'utilisation abusive de la force par les forces de sécurité ou par les manifestants.

Les jeunes (garçons et filles, hommes et femmes) ne sont point épargnés dans le contexte ci-dessus décrit. Ils sont malheureusement à la fois les principaux acteurs et les principales victimes de ces tensions et violences. Les grandes villes du pays (Conakry, Kankan, Siguiri, Nzérékoré) sont le théâtre d'exactions et d'affrontements entre jeunes militants des partis politiques, en particulier à l'approche des compétitions électorales ou après la proclamation des résultats des élections.

Les jeunes sont particulièrement sujets aux manipulations des acteurs politiques du fait de leur situation de vulnérabilité et de marginalisation sociale et économique. En particulier la situation de chômage chez les jeunes, dont le taux s'élève à plus de 50%¹ contribue à les maintenir dans la pauvreté et nourrissent en eux des sentiments d'exclusion, de rejet et même du désespoir. Ces situations sont encore plus accentuées chez les jeunes filles et les femmes et s'illustrent par un nombre croissant de mariages précoces, l'engagement dans la prostitution et aussi le petit commerce ambulant avec ses facteurs de risques. En plus, la «*scolarisation aux niveaux secondaire et supérieur est beaucoup plus faible, d'autant plus pour les jeunes femmes/filles avec des pourcentages de 23% dans le secondaire et 6% dans le supérieur contre 37% et 14% respectivement pour les hommes*»².

Toutes ces formes de vulnérabilités connues par ces jeunes hommes et femmes contribuent aussi à leur marginalisation en ce qui concerne leur participation dans les processus et instances de prise de décision et dans les mécanismes de gouvernance locale. Cette marginalisation réduit leur appropriation des dynamiques locales de développement, l'ancrage dans la communauté et la capacité d'influencer les politiques et pratiques qui touchent ces jeunes.

1.2. Présentation du projet, résultats stratégiques et produits attendus :

Le tableau ci-dessous donne un aperçu global des orientations et de logique d'intervention du projet :

<p>Titre du Projet: Appui au renforcement des initiatives locales des Jeunes pour la consolidation de la paix en Guinée.</p>	<p>Entité(s) bénéficiaire(s) : Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD)</p>
<p>Site du projet : Guinée, Ville de Conakry (Communes de Ratoma, Matoto, Matam, Kaloum et Dixinn). Région de Kankan (Kankan, Siguiri, Kouroussa, Mandiana) ; Région de Nzérékoré (Gueckédou, Macenta, Nzérékoré, Beyla, Yomou et Lola) ; Région de Faranah (Faranah, Kissidougou, Dinguiraye).</p>	<p>Partenaire(s) d'exécution Le Réseau Afrique Jeunesse de Guinée -RAJGUI Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix en Guinée -WANEP-Guinée Le projet sera exécuté en étroite collaboration avec la Commission Provisoire de réflexion sur la réconciliation Nationale (CPRN) ; le Ministère de la Jeunesse, le Ministère de l'Unité Nationale et la Citoyenneté ; et le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ; la direction nationale de l'éducation civique ; le département d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide de la CEDEAO.</p>

¹ Konate, H., N., Fofana M.A., Daffe H., A., Bah Fischer A., S., Haba S., and Traoré Y. (2017). Rapport Pays: Guinée, p 8-9.

² Extrait de la "La Lettre de politique nationale de Développement de la jeunesse et du sport en Guinée" Novembre 2011, p.10

<p>Date de démarrage du projet proposée : 1er Novembre 2017 Date d'achèvement du projet proposée : 30 Avril 2019 Durée totale (en mois) : 18 mois</p>	
<p>Description du résultat 1 : Les jeunes hommes, femmes et filles participent activement au renforcement de la cohésion sociale à la prévention et la résolution des conflits à travers l'opérationnalisation du système national d'alerte précoce et de réponse rapide dans les zones du projet.</p>	<p>Produit 1.1: Les capacités des jeunes H/F et acteurs locaux en analyse du conflit, alerte précoce et réponse rapide, qui prennent en compte la dimension genre dans les zones ciblées, sont renforcées.</p> <p>Produit 1.2: Les informations sur la sécurité humaine qui prennent en compte les aspects du genre tels que les VSBG, les harcèlements et exclusion sexistes, sont collectées et remontées à temps et permettent la réalisation d'analyses périodiques partagées à tous les niveaux (local, préfectoral, régional, national et sous régional)</p> <p>Produit 1.3: Des actions de médiation, de sensibilisation et ou de plaidoyer sont menées par les jeunes hommes et femmes des structures locales de paix auprès des communautés en faveur de la cohésion sociale et du mieux vivre ensemble.</p>
<p>Description du résultat 2: Les jeunes hommes, femmes, filles et les décideurs locaux sont conscients de la valeur ajoutée, de l'inclusion, et du droit des jeunes à participer dans les instances de la gouvernance locale et du développement de leur communauté.</p>	<p>Produit 2.1: Les jeunes leaders, hommes et femmes sont à même de faire valoir leurs droits et devoirs en termes de citoyenneté et de participation aux mécanismes de gouvernance et de développement communautaire.</p> <p>Produit 2.2: Les autorités et décideurs locaux sont sensibilisés et amenés à une meilleure prise en considération du droit des jeunes à la participation dans la prise de décision et les mécanismes de gouvernance au niveau local et l'importance de la réalisation de ce droit.</p> <p>Produit 2.3: Le partage d'expérience et de conseils des jeunes modèles de réussite en provenance des localités ciblées permet de soutenir et d'encourager le développement d'initiatives locales positives de la jeunesse ; de bonnes pratiques capitalisées.</p>

1.3. Dispositif de gestion et modalités de mise en œuvre.

Le projet a été mis en œuvre par le consortium (ACORD, RAJGUI et WANEP) sous la responsabilité du chef de file ACORD récipiendaire des fonds. ACORD a assumé l'ensemble des responsabilités de gestion, de transfert des fonds à chaque entité membre, de la reddition des comptes et des résultats et était chargé d'informer sur une base régulière le secrétariat permanent du PBF des avancées dans la mise en œuvre des activités. Le dispositif de pilotage et de mise en œuvre du projet se présente comme suit :

- Comité de Pilotage (CoPil) en charge des orientations générales du projet
- Les membres du consortium qui gère chacun en ce qui le concerne des activités spécifiques
- Unité de gestion du projet pour la gestion quotidienne opérationnelle des activités du projet

- Comité Technique du PBF

1.3.1. Le Comité de Pilotage (CoPil) :

Le consortium avec l'appui du secrétariat du PBF et le Ministère de l'Unité nationale et de la Citoyenneté (MUNC) a mis en place un comité de pilotage pour fournir une orientation stratégique au projet, et veiller à ce qu'il soit guidé et suivi par toutes les parties prenantes. Les membres du CoPil concourent à la mise en œuvre du projet en définissant les orientations stratégiques ainsi que l'assurance qualité des interventions et joueront le rôle de pool de lobbying pour l'accompagnement institutionnel du projet par l'ensemble des parties prenantes.

La présidence est assurée par le ministre de l'Unité Nationale et la Citoyenneté (MUNC). Les réunions trimestrielles devraient être organisées avec l'ensemble des acteurs membres sur convocation du Ministre. Certaines réunions de la revue devraient se tenir dans la zone du projet afin d'assurer la participation et la représentation des partenaires régionaux et locaux. Toutes autres personnes ou structures jugées utiles par la revue pourront participer à ses travaux en tant que personnes ressources invitées. Le CoPil est composé comme suit :

- Un représentant par entité (ACORD, RAJGUI, WANEP) ;
- Des représentants du secrétariat permanent du PBF ;
- Un représentant du Ministère de l'Unité Nationale et de la citoyenneté ;
- Un représentant du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ;
- Un représentant du Ministère des Affaires sociales et de la promotion féminine ;
- Un représentant du Ministère de la Jeunesse.
- Un représentant du Ministère de la sécurité
- Une représentante des organisations féminines de la société civile

1.3.2. Le Secrétariat permanent du PBF

Sur la base du plan de travail annuel (PTA) et des rapports d'activités qui sont soumis par l'équipe du projet, l'équipe du Secrétariat formule des orientations sur la conduite du projet, fait le point sur sa mise en œuvre et sur les difficultés y afférentes et des recommandations pour l'obtention des résultats en mettant l'accent sur le rôle du niveau central dans le pilotage et l'accompagnement du processus de mise en place de la stratégie nationale de consolidation de la paix en cours d'élaboration par le Ministère de l'Unité Nationale. Le Secrétariat et l'Unité de gestion du projet se réunissent en principe au début de chaque mois pour faire le point de l'état d'avancement des activités menées par les trois entités. Malheureusement cette instance ne s'est pas tenue régulièrement au cours de la mise en œuvre du projet.

1.3.3. Comité Technique du PBF Guinée : Constitué des représentants des Agences des Nations Unies, des départements Ministériels et autres acteurs travaillant dans le domaine de la prévention et de la gestion des conflits, le comité technique devrait être régulièrement informé de l'évolution des programmes par le Secrétariat permanent du PBF. Le comité devrait se réunir une fois par semestre. Ces réunions à ce niveau aussi ne se sont pas passées régulièrement.

1.3.4. L'Unité de Gestion du Projet (UGP)

Sous la coordination du chef de file du consortium (ACORD), l'UGP a établi un plan d'opérations avec des indicateurs de performance qui a été partagé avec le Comité de Pilotage. Elle a bénéficié de l'expertise des membres du groupe de travail des Nations Unies sur la prévention et gestion des conflits (Task force du PBF Guinée) ainsi que d'une expertise genre et consolidation de la paix.

Tout au long de la période de mise en œuvre du projet, l'UGP a produit des rapports trimestriels, semestriels, des rapports de missions de suivi, des états financiers trimestriels et d'autres documents pour une meilleure compréhension du projet.

L'unité de gestion du projet avait en charge les fonctions de planification des activités, d'élaboration des plans et des outils de suivi, planification des missions conjointes sur le terrain en collaboration avec le secrétariat du PBF ainsi que la gestion de synergies avec les autres acteurs, de mise en œuvre d'activités, de suivi évaluation des activités, de contrôle interne et de préparation des rapports. L'unité avait aussi la responsabilité de la gestion du patrimoine du projet et de la gestion financière.

1.4. Budget, financement et répartition du budget

Le coût global de financement du projet par le Bureau d'appui à la Consolidation de la paix des Nations Unies s'élève à 850.000 dollars US répartis comme suit :

Numéro du produit	Budget en USD par produit	Partenaire
RESULTAT STRATEGIQUE 1:	275 031,22	WANEP
Produit 1.1:	154 700,11	
Produit 1.2:	20 568,56	
Produit 1.3:	52 374,58	
Produit 1.4	47 387,96	
RESULTAT STRATEGIQUE 2:	269 141,58	RAJGUI
Produit 2.1:	102 552,95	
Produit 2.2:	32 107,02	
Produit 2.3:	89 682,27	
Produit 2.3:	44 799,33	
COÛTS SUPPLEMENTAIRES :	305 827,20	ACORD
Coûts de personnel de ACORD	52 808,03	
Coûts opérationnels du projet /ACORD	128 292,53	
Budget de S & E du projet	69 119,29	
Coûts indirects (7%):	55 607,36	
TOTAL PROJET BUDGET:	850 000,00	

Sources : Document de projet.

II. ETENDUE DE L'EVALUATION ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE

2.1. Etendue de l'évaluation et les objectifs

L'évaluation finale indépendante couvre principalement les 18 localités d'intervention du projet réparties entre les trois (03) régions naturelles du Pays à savoir la Moyenne Guinée, la Haute Guinée, la Guinée forestière et les 05 Communes Urbaines de Conakry. Cependant, pour des raisons de gestion du processus, un échantillon de 13 communes a été choisi pour mener les travaux de terrain.

Les objectifs de l'évaluation finale indépendante du projet sont :

1. Evaluer globalement les résultats atteints par le projet ;
2. Evaluer si et dans quelle mesure le projet a eu des effets réels en termes de changement au niveau de la zone d'intervention et des bénéficiaires du projet,
3. Evaluer la performance globale par rapport aux objectifs tels que définis dans le document projet et d'autres documents connexes ;
4. Evaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et les effets des actions menées par le projet par rapport aux objectifs visés ainsi que les mécanismes mis en place pour son appropriation et sa durabilité ;
5. Evaluer le niveau de satisfaction des différents acteurs concernés par le projet.
6. Mesurer les acquis du projet selon les critères suivants : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, le genre/inclusion, l'impact et la viabilité de l'effet des activités menées ;
7. Documenter les leçons apprises et les meilleures pratiques relatives à la conception, la mise en œuvre et la gestion du projet, qui pourraient être utiles à d'autres projets dans le pays et ailleurs dans le monde ;
8. Identifier les facteurs de succès et défis du projet et formuler des recommandations pour améliorer les initiatives futures.

2.2. Principes méthodologiques et limites de l'évaluation

2.2.1. Principes méthodologiques

Conformément aux exigences de l'évaluation, la mission a été réalisée à travers une approche participative impliquant toutes les parties prenantes au projet, notamment les principaux acteurs de conception, de pilotage, de mise en œuvre et les bénéficiaires (directs et indirects). Ils ont ainsi été associés à toutes les phases et étapes clés du processus que sont : (1) la phase préparatoire (2), la phase de collecte et d'analyse des données et (3) la phase de rapportage.

2.2.2. Echantillonnage

A l'issue de la réunion de cadrage, une liste des documents pertinents a été établie et mise à la disposition des consultants.

13 sur 18 localités d'intervention du projet ont été choisies et validées pour l'organisation des visites de terrain et une zone témoin a été également choisie. Ce sont les suivantes :

- Région de Faranah (02) : Faranah et Kissidougou
- Région de Kankan (03): Kankan, Siguiri et Kouroussa
- Région de N'Zérékoré (03): N'Zérékoré, Beyla et Macenta
- Zone spéciale de Conakry (05): Kaloum, Matam, Dixinn, Ratoma et Matoto.

- Préfecture de Boffa, zone témoin de l'étude.

La préfecture de Boffa a été choisie comme zone témoin pour la collecte des données en vue de permettre une comparaison des résultats du projet avec des localités non bénéficiaires du fonds.

Les consultants ont aussi organisé des entretiens avec les autorités administratives et techniques des ministères et services concernés, les équipes de PBF en Guinée et à New York, les équipes du consortium et d'autres acteurs qui ont été proposés par les membres du consortium et/ou l'équipe de PBF.

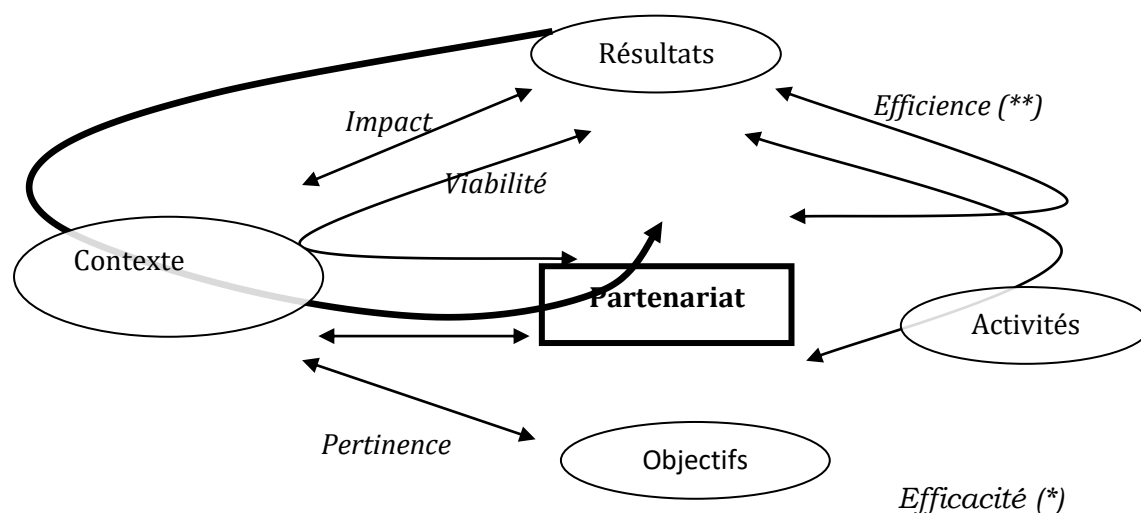
La collecte des données s'est faite au niveau des structures ci-dessous indiquées :

Ministère de l'Unité nationale et de la Citoyenneté, Membres du comité d'analyse, Secrétariat Permanent du PBF en Guinée,

- Autorités administratives préfectorales et/ou régionales,
- Autorités communales,
- Directeurs préfectoraux de la jeunesse,
- Partenaires Financiers (Secrétariat permanent du PBF, Membres du Comité de pilotage, membres du comité d'analyse),
- ONG, OSC et associations et réseaux de femmes, bénéficiaires du projet.
- Plateformes des jeunes et de femmes,
- Moniteurs et Points focaux du projet,
- Membres des Cadres de dialogues et concertation et/ou des infrastructures sociales de paix,
- Jeunes Ambassadeurs de la paix, Associations et réseaux de femmes, bénéficiaires du projet.

2.3. Méthodologie de l'évaluation

Le schéma qui suit a servi de guide pour les actions méthodologiques entreprises par l'équipe de l'évaluation sur le terrain dans les différentes communes. Il précise les questions évaluatives des termes de référence en fonction de ce que nous avons pu percevoir comme « cheminements » suite à la lecture des documents de base avant l'atelier de cadrage.



Evolutions et perspectives

(*) L'efficacité se mesure par comparaison entre les attendus (**objectifs** ou résultats attendus) et le réalisé (**résultats**). La flèche passe par les activités pour montrer que cette analyse oblige à un relevé des différentes activités menées pour voir dans quelle mesure elles permettent d'obtenir les résultats.

(**) L'efficience (rapport coût-efficacité + dispositifs, outils et principes d'intervention) est la « manière de faire » c'est-à-dire dans le cas qui nous occupe ce qui explique – dans la manière de gérer le partenariat (de mobiliser les ressources, de suivre, d'évaluer,) - les résultats obtenus. Les résultats peuvent différer dans ce cas selon les activités.

Dans cette grille le partenariat joue un rôle central car il lie les différents partenaires publics et de la Société Civile (SC) autour du projet et ses objectifs. Il s'agissait pour l'équipe d'analyser si :

- Les objectifs du partenariat/projet sont **pertinents** au regard du contexte et de ses enjeux ?
- La structure du partenariat parvient à mener ses actions avec **efficience** et **efficacité** ?
- Les résultats obtenus ont un **impact** sur le contexte ? Permettent-ils de **viabiliser** la structure ?

L'équipe a en grande partie utilisé la méthode ECRIS³ qui est basée sur les principes suivants :

- L'identification des conflits sociaux et leur démystification
- L'identification des groupes stratégiques (non figés, à géométrie variable) ayant des intérêts différents
- L'analyse des relations entre ces groupes
- L'appui à l'élaboration de la demande
- La diversification de l'offre et sa flexibilité
- Le travail en réseau

Les acteurs rencontrés ont été proposés de commun accord par l'équipe d'évaluation et les équipes du projet au sein des trois membres du consortium en prenant en compte les critères de la densité des activités du projet, la possibilité de collecter des données fiables à travers la disponibilité des différentes catégories d'acteurs, la possibilité de retrouver des acquis positifs mais aussi des faiblesses du projet, l'accessibilité physique de la zone par les consultants en tenant compte du temps imparti et de la période (hivernage), la possibilité de pouvoir visiter des réalisations faites par le projet ou par d'autres acteurs (zone témoin) entre autres (critères). Cependant, la décision finale est revenue à l'équipe d'évaluation.

La méthode d'évaluation a été bâtie sur les principaux critères de l'évaluation. Toutefois, conformément aux termes de références, elle accorde une attention particulière aux questions de pertinence/cohérence, d'impact, articulation, d'efficacité et de pérennité, en prenant en compte leurs dimensions organisationnelles, institutionnelles, politiques à l'amélioration des compétences des personnels jeunes femmes et hommes dans la construction et la consolidation de la paix en Guinée.

De façon concrète, quatre phases de référence ont été utilisées pour collecter les informations et déclencher les dynamiques de la compilation des données : (i) la revue documentaire qui a

³ Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques (Olivier de Sardan et Bierschenk 1994, ECRIS, Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques, Bulletin de l'APAD, 7 : 35-43)

constitué une première grande partie du travail, (ii) la période d'organisation et de réalisation des entretiens individuels et/ou en groupe avec une sélection d'acteurs divers (iii) la rédaction de micro fiches zones avec les différentes composantes du projet et qui ont fait l'objet d'échange et (iv) la rédaction du rapport.

L'équipe des évaluateurs a effectué des missions de terrain auprès des différents acteurs. Des interviews ont été réalisées avec un nombre limité d'acteurs pour leur permettre de raconter des récits de vie sur leur participation au projet et les connaissances sur les interventions.

La démarche de l'évaluation s'est déroulée en quatre (4) phases comme prévu :

1. Phase de cadrage, instrumentation et planification avec les acteurs concernés. Cette phase a démarré avec une réunion de cadrage qui a permis de faire une mise à niveau des informations, le partage des ressources documentaires, la décision sur les approches, les acteurs à privilégier pour les missions de terrain et la délimitation de l'échantillonnage...).

2. Phase de revue documentaire : l'ensemble des documents de référence ont été collectés et analysés à travers une grille. Ce travail a constitué la base pour la préparation de la phase d'évaluation du terrain.

3. Phase de terrain qui a permis d'avoir des interactions directes avec les acteurs porteurs clés du projet et de recueillir leurs témoignages (entretiens individuels, focus groupes...), au niveau des différentes communes et structures concernées.

4. Production et finalisation du rapport à la suite des visites de terrain.

La démarche mise en place s'est déroulée en 55 hommes/jour au total et a permis de collecter les informations nécessaires pour l'élaboration du rapport d'évaluation finale auprès de l'ensemble des acteurs parties prenantes du projet identifiés au départ de commun accord (voir annexes pour la liste). Certaines informations sont en annexes pour permettre de les utiliser en cas de besoin.

Les documents de référence ont été collectés et analysés à travers une fiche synoptique. A l'issue de cette séance de cadrage avec les partenaires du consortium, une liste des documents de référence a été établie et mise à la disposition. Ces documents ont été collectés et analysés à travers une fiche synoptique lors de la revue documentaire, ce sont :

- Document du Projet ;
- Rapport final de l'étude de base (Baseline) du projet ;
- Rapports compilés (Trimestriels, annuels, de formation etc.),
- Enquête de perception,
- Documents de plaidoyer des Jeunes,
- Etudes sur les Obstacles liés à la participation des jeunes aux instances de prise de décision.
- Quelques plans d'actions des Jeunes coachés.
- Les histoires de vie des jeunes coachés.
- Etc.

Cette revue a porté sur le document de projet, les rapports trimestriels et annuels, les rapports de formation, l'étude de base du projet, les documents d'orientation globale ou sectorielle du pays (plan prioritaire de consolidation de la paix, stratégie nationale de prévention des conflits,) etc.

La Collecte des données sur le terrain: Au cours de la phase terrain, des interactions directes avec les acteurs clés, porteurs d'expériences avec le projet à travers des entretiens, des focus groupes et interviews Ont été organisés au niveau de 13 localités du projet et une zone témoin (Boffa). Les données qualitatives et quantitatives ont été collectées ensemble.

En plus des guides d'entretiens, la mission a utilisé l'outil dénommé « Succès Echechs (ou Insuffisances) Potentialités et Obstacles ». Ainsi, des entretiens, des enquêtes individuelles ont été réalisées auprès des agents des services techniques et des ONG, et auprès des membres d'OCB et autres acteurs (jeunes modèles et coachés) ayant bénéficié de formations réalisées par le projet. Ces enquêtes ont été conduites sur la base de deux questionnaires d'enquête dont une pour les agents des Services Techniques (ST) et des ONG et l'autre pour les membres des OCB et les bénéficiaires directes. Ces enquêtes visaient principalement à appréhender l'efficacité des formations et l'utilisation qui en est faite.

La Production et finalisation du rapport : Le rapport a été rédigé de manière à valoriser les éléments les plus significatifs retenus lors des phases précédentes, parmi lesquels des fiches synoptiques pour analyser la cohérence des politiques publiques avec l'implication des jeunes H/F d'une part dans la prévention et la gestion des conflits et d'autre part en ce qui concerne la promotion de leur participation dans la gouvernance locale.

A l'issue du débriefing, la mission a dépouillé tous les entretiens et toutes les enquêtes réalisées. Cela lui a permis de disposer des données complètes pour la rédaction du rapport complet provisoire. Par la suite, le rapport final de la mission a été élaboré.

Il est important de signaler qu'un Groupe de Référence, composé des trois (03) membres du consortium, de l'équipe du PBF et certaines personnes ressources a été mis en place pour assurer le contrôle de qualité de l'évaluation.

2.4. Difficultés rencontrées et limites de la méthodologie

La méthodologie utilisée dans le cadre de l'évaluation du projet d'appui au renforcement des initiatives locales des jeunes pour la consolidation de la paix en Guinée a présenté des limites mais les consultants se sont évertués à réduire les effets sur la qualité des résultats en maximisant la collecte des données à partir des personnes disponibles et en faisant une triangulation des informations de différentes sources. Il s'agit essentiellement de :

- L'indisponibilité de certains bénéficiaires et personnes ressources ;
- L'indisponibilité de certaines autorités ;
- Les contraintes liées aux distances entre les zones et l'état de dégradation poussées de certains axes routiers de l'intérieur du pays ;
- La faible connaissance du projet par certains acteurs rencontrés ;
- Le manque des données statistiques de référence (base de données fiables) au niveau des bénéficiaires du projet ;
- Certaines données d'enquête comme par exemple le niveau de maîtrise des connaissances acquises sont fondées uniquement sur les déclarations des enquêtés et non sur un test. Aussi, elles peuvent comporter des biais.

III. CONSTATS ET ANALYSES DES CRITERES

3.1. PERTINENCE DU PROJET

3.1.1. Pertinence par rapport à la prise en charge des besoins de départ

Les contraintes ayant justifié la mise en place du projet étaient entre autres :

- L'existence de certains vecteurs de conflits qui nécessitaient des réponses programmatiques urgentes ;
 - La très faible implication des jeunes dans les dynamiques de construction de la paix et notamment la prévention et la gestion des conflits de différentes natures ;
- La faible participation des jeunes dans les instances/structures politiques dans les communes partenaires

- La relative faible exploitation des opportunités d'insertion socio-économique des jeunes dans les différentes localités.

Pour contribuer à la mise en œuvre des solutions en lien avec ces différentes contraintes, le projet a pu obtenir les résultats suivants entre autres :

- © Le renforcement des capacités a permis d'agir directement sur des conflits qui ont trouvé des dénouements heureux (25 conflits identifiés avec 24 qui ont pu trouver des dénouements positifs dans les différentes communes partenaires) ;
- © Une meilleure responsabilisation des jeunes dans les dynamiques politiques (abouties ou non) qui a permis à des jeunes non seulement de se faire élire dans les instances politiques mais aussi d'avoir des responsabilités au sein de ces instances (voir bilan des réalisations) ;
- © De nouvelles opportunités d'employabilité des jeunes formés ont été créées et certains jeunes « coachés » sont sollicités par des ONG et autres projets de l'Etat pour intervenir sur des programmes plus ambitieux ;
- © Une contribution significative au renforcement de la prise de conscience des jeunes concernant leurs rôles dans la société mais aussi et surtout dans la vie politique de la Guinée en général et des communes en particulier ;
- © La contribution à de nouvelles dynamiques d'organisation des jeunes et les nombreuses initiatives de pérennisation des structures mises en place (création et consolidation des associations de jeunes ambassadeurs de la paix) ;
- © La contribution à une meilleure perception des jeunes par les autres composantes de la société ;
- © L'inclusion des jeunes filles dans les dynamiques de formation, de création d'opportunités d'emplois et de stabilisation de leur foyers (cas de Kankan) avec le maraîchage) et d'autres activités économiques, sociales et culturelles (Voir différents récits de vie des jeunes en annexes)
- © La participation des jeunes formés à d'autres dynamiques émergentes ou en cours dans les localités (cas des Comités Locaux des Jeunes-CLJ- de Beyla et autres localités) ;

L'absence d'un dialogue inclusif et sincère entre tous les acteurs pour chercher ensemble les solutions aux conflits constitue un des principaux fléaux qui affectent la stabilité dans les communautés. Ce projet a été initié pour apporter une réponse concertée à ce manque de dialogue dans les communautés et entre les différents acteurs. Les avis des acteurs locaux et des populations sur la pertinence des activités du projet permettent d'avoir une idée sur la nécessité de mettre en œuvre ce projet. Ainsi à la question, quelle est votre perception sur le projet, l'ensemble des répondants jugent « utiles » ou « Très utiles » les activités du projet et les objectifs visés. Et lorsque l'on demande en quoi les activités sont-elles utiles ou très utiles ? Deux éléments sont évoqués pour justifier leur utilité :

- La nécessité de trouver des solutions durables aux problèmes conflictuels qui existent entre les communautés ou entre certains acteurs de ces communautés, et
- La culture du dialogue dans les pratiques quotidiennes des populations pour gérer les conflits.

Ces deux éléments d'après les jeunes, leur ont permis de s'approprier chacune des activités auxquelles, elles ont participé en tant qu'acteurs de mise en œuvre et/ou en tant que bénéficiaires directes des actions du projet. Comme le témoignent les récits ci-dessous :

Un chef religieux à Beyla : *« Ce projet était pertinent car, il a permis de trouver des solutions à nos problèmes. Nous savons comment gérer nos conflits maintenant et ça c'est très important. Cela a fait que les populations ont accueilli les activités du projet avec ferveur ».*

Une jeune femme leader de Yomou : *« Les gens n'avaient pas la culture du dialogue et cela a toujours aggravé les tensions entre les communautés et le fait de responsabiliser les gens dans les communautés pour gérer les situations de conflits a été très apprécié par les communautés de savoir que ce sont les fils et filles des localités qui initient les actions en faveur de la paix et de la cohésion sociale ».*

Ces types de témoignages sont enregistrés dans communes visitées par l'équipe de l'évaluation bénéficiaires des actions du projet. Ils donnent la preuve que le projet était en adéquation avec les besoins des communautés, au vu du contexte conflictuel de la zone du projet.

Pour l'équipe d'évaluation, ce projet est donc très pertinent car il a contribué à développer des actions de formation des jeunes dont certains n'avaient pas eu l'opportunité d'apprendre ces modules pour mieux contribuer à jouer leurs rôles dans l'organisation de la société afin de faire face aux situations de crises dans leurs localités. Ce projet a aussi montré sa pertinence en permettant aux associations de jeunes de développer un complément important au travail qu'ils réalisaient déjà sur le terrain à travers les différents membres du consortium. Ce travail est parfaitement complémentaire avec d'autres intervenants avec son « *approche cohérente pour le moment. Il (projet) vient combler un vide et il n'est pas du tout en contradiction avec ce qui est fait par les autres intervenants en la matière* » selon un jeune Ambassadeur de la paix.

Les acteurs rencontrés sont unanimes sur le fait que le projet est une réponse imminente aux préoccupations des communautés et des autorités dans le domaine de la gouvernance locale et de préservation de la paix en Guinée notamment en ce qui concerne la participation des Jeunes H/F.

D'autre part, le projet a permis de prendre en compte certaines spécificités liées aux causes profondes des conflits notamment la question de la pauvreté, d'exclusion ou de marginalisation, de l'emploi des jeunes H/F, la manipulation ou l'instrumentalisation des jeunes à des fins politiques. Ces facteurs appellent souvent les jeunes H/F dans les actes de violence, de destruction et entraînent dans la majorité des cas, des morts d'hommes.

Le projet, à travers des actions de sensibilisation, de formation, d'éducation, de plaidoyer et de coaching, a permis d'organiser des groupes de jeunes dans certaines localités en Jeunes Ambassadeurs, Jeunes modèles, responsables et organisés pour la promotion de la paix et du développement local.

Un acteur de l'administration régional atteste : *« ... la grande pertinence du projet eu égard au constat alarmant de l'implication des jeunes dans les conflits divers dans le pays mais aussi leur passivité dans la recherche de solutions et à prévention tout court. En fait, la question de la prise en charge de la jeunesse pour qu'elle joue un rôle positif dans le développement du pays reste entière »*. Pour lui, *« le projet présente quelque chose de nouveau et de très important qui est la prise en compte de cette jeunesse et de façon très positive. Les actions sont pertinentes et importantes car de nos jours, si les jeunes ne sont pas accompagnés, ils peuvent très vite basculer dans des actions négatives préjudiciables à la paix sociale dans le pays. Pour ce faire, le projet que nous sommes en train de mettre en œuvre est plus que pertinent »*⁴. La même affirmation est faite par un jeune leader qui affirme que *« le projet est innovant dans le sens où il met en lien des jeunes avec d'autres jeunes et comporte des types d'actions qui sont complémentaires à savoir la formation et l'éducation des jeunes et la recherche de moyen pour leur insertion dans la vie économique. Il y a une valorisation des jeunes leaders que nous sommes et cela était une forte demande de notre part au départ. Il faut aller vers une telle approche qui permettra d'avoir des synergies d'actions entre jeunes mais aussi une mutualisation des ressources. D'ailleurs, plusieurs partenaires mais aussi les services publics en charge de l'emploi et de la formation professionnelle tentent d'aller vers une telle approche »*⁵.

3.1.2. Cohérence avérée avec les politiques publiques

Au regard du contexte national qui prévaut en Guinée depuis plus d'une dizaine d'années et en particulier dans les 3 régions cibles du projet considérées par certains comme zones à fort potentiel de conflits internes ou communautaires, l'action s'avère aussi bien pertinente aujourd'hui qu'elle l'était hier.

L'action s'aligne étroitement avec les priorités nationales et les politiques publiques en vigueur notamment la stratégie nationale de prévention et gestion des conflits (validée en 2019), le document du plan prioritaire de consolidation de la paix en Guinée, etc.

Sous un autre angle, les activités du projet contribuent largement à l'atteinte des objectifs nationaux en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix en s'appuyant sur une composante significative de la société que constitue la jeunesse. Elles contribuent aussi à prendre en charge en partie certains objectifs de la stratégie nationale notamment dans sa dimension d'implication et de responsabilisation des jeunes dans les actions de développement en cohérence avec les politiques publiques nationales. Ceci a été confirmé par l'ensemble des acteurs étatiques rencontrés lors de la mission d'évaluation dans le pays.

⁴⁴ Entretien avec un administrateur civil

⁵ Entretien avec un jeune modèle à Kankan

La pertinence du projet se situe aussi dans sa contribution au développement de la qualité des ressources humaines notamment sous la forme d'un accompagnement « à la carte » appelé coaching » en Guinée. Si l'approche n'est pas nouvelle en Guinée, la manière de la socialiser auprès des jeunes dans ces différentes communes est novatrice pour beaucoup de personnes. Ceci est nouveau en termes de pratiques à mettre à l'échelle mais constitue une préoccupation des autorités administratives du pays. Le Chef de cabinet du Ministère de l'Unité Nationale et la Citoyenneté atteste que : *« ce projet vient nous aider à mettre en œuvre des initiatives que nous avons mais pour lesquelles nous avons du mal à trouver les moyens nécessaires de mise en œuvre. Les différents objectifs du projet contribuent pour moi à accélérer la mise en œuvre de notre plan d'actions tiré de la stratégie nationale. D'ailleurs il faut signaler qu'une vaste réflexion est entamée au sein du département sur les questions de la jeunesse et ses liens avec la consolidation de la paix. Nous voulons commencer à mobiliser des ressources pour mieux travailler sur ces questions qui nous préoccupent beaucoup »*⁶.

« Les thématiques abordées sont pratiques, actuels et très importants » pour le Directeur de la jeunesse de Siguiri qui a mis un local à la disposition des jeunes réunis au sein d'une association créée pour prendre en charge les actions du projet après le retrait des partenaires techniques et financiers. Un autre confirme la pertinence du projet tout en précisant qu'il est intervenu dans le processus d'élaboration des modules de formation et même de la formation proprement dite. Il relève comme ses collègues que *« la participation des jeunes hommes et femmes dans la vie politique de nos communes de façon positive est une question préoccupante et pertinente qui doit faire l'objet d'interventions soutenues comme celles de ce projet initié par ce consortium »*.

Les personnes interviewées par l'équipe de la mission aussi bien dans les communes à l'intérieur du pays qu'à Conakry, dans leur globalité ont estimé que le projet était très adapté et pertinent en lien avec les réalités du terrain.

Les types d'acteurs ciblés en priorité (les jeunes) ainsi que les thématiques développées par le projet sont importants dans le pays et au-delà dans la région Ouest africaine.

L'équipe de l'évaluation confirme à travers la revue documentaire et la collecte des données sur le terrain dans les communes que ce projet est donc venu au bon moment et intervient avec des acteurs pertinents pour élargir les horizons et approfondir les idées sur les questions des jeunes et leur contribution à la consolidation de la paix. Il est la réponse à une demande et à des besoins exprimés par non seulement les praticiens de terrain que sont les membres du consortium mais aussi l'administrations publique en charge de la jeunesse et de la paix ainsi que les acteurs des Organisations de la Société Civile travaillant sur l'une ou l'autre dimension du projet.

⁶ Entretien avec Directeur de Cabinet, Ministère de l'Unité Nationale et la Citoyenneté.

3.1.3. Pertinence par rapport aux priorités du SNU en Guinée

Le présent projet est en parfaite adéquation avec la stratégie nationale de la Guinée structurée autour de l'éducation à la paix et à la coexistence pacifique, le renforcement des capacités des acteurs majeurs notamment les jeunes, la mise en place des infrastructures de paix entre autres. Tous les acteurs sont unanimes sur le fait que les actions du projet ont contribué à mieux orienter la stratégie nationale (Secrétaire Général Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté).

Le projet est en cohérence avec les priorités du Système des Nations Unies car il est le résultat d'un engagement du Secrétaire Général de l'institution pour soutenir la jeunesse et son rôle dans la consolidation de la paix dans le monde. Les axes d'intervention du projet correspondent à des orientations prioritaires qui sont incluses dans le cadre opérationnel d'un tel engagement du système des Nations Unies en Guinée.

3.1.4. Pertinence par rapport à la théorie du changement

La théorie du changement (TdC) du projet a été formulé comme suit dans le PRODOC :

« Si les jeunes hommes, femmes et filles sont en mesure de jouer un rôle moteur dans la prévention et la résolution des conflits et la promotion du dialogue de paix entre les communautés, et si ils/elles sont appuyé(e)s pour réaliser leur droit de participation dans les instances de la gouvernance et dans les processus du développement locaux, alors ils/elles seront plus à même de résister aux manipulations politiques et cesseront d'être à la fois auteurs et victimes des crises pour se transformer en acteurs/actrices de la paix et du développement communautaire ». (PRODOC)

Il s'agit ici de la cohérence interne du projet qui est considéré par les acteurs rencontrés et constaté aussi dans les différents documents comme une évidence.

Toutes les réalisations faites au cours de la mise en œuvre du projet sont des réponses à la théorie du changement du projet. Ces différents changements intermédiaires sont eux aussi en adéquation avec les changements attendus de la mise en œuvre du projet. L'équipe confirme dès lors une cohérence interne parfaite du projet et que les résultats obtenus sont en phase avec la théorie du changement du projet axé autour de la jeunesse et la consolidation de la paix en Guinée.

Tableau récapitulatif de l'appréciation de la pertinence

Critères de pertinence	Appréciations
Correspondance avec les besoins et attentes des bénéficiaires	TRES BON
Cohérence avec les orientations nationales du pays	TRES BON
Cohérence avec les stratégies et interventions d'autres parties prenantes notamment les collectivités, d'autres ONG et programmes de paix et sécurité, cadres de dialogues avec les collectivités	BON

3.2. EFFICIENCE DU PROJET

3.2.1. Au niveau du choix des zones d'intervention du projet

L'appréciation de l'efficacité se fera en considérant plusieurs angles d'analyse.

- Choix des zones d'intervention ;
- Les Moyens et coûts ;
- L'organisation, la gestion et le suivi ;
- Les méthodes d'intervention ;
- Le suivi-évaluation.

Le projet a choisi d'intervenir dans dix-huit (18) localités répartis dans 3/4 régions naturelles du pays. Ces zones sont considérées selon une étude réalisée par les Nations Unies en 2015 sur la cartographie des conflits en Guinée comme zones à haut risque de conflits internes ou intercommunautaires récurrents.

L'avantage de cette option est qu'elle permet de mobiliser plus d'acteurs (services techniques déconcentrés, ONG locales, acteurs locaux) et d'analyser les comportements des communautés ou groupes ethniques face aux conflits locaux. A contrario, l'inconvénient de cette option est qu'elle entraîne un accroissement considérable des distances à parcourir, de délais de route, des ressources humaines et matérielles et du temps d'intervention. Cela entraîne forcément un accroissement important du budget d'intervention.

3.2.2. Moyens et coûts de réalisation.

L'analyse des coûts des réalisations nécessite de disposer des coûts désagrégés des différentes réalisations du projet.

Le Budget global du projet est estimé à 850.000 Dollars US pour couvrir 18 localités de 3 régions du pays pour une durée de 18 mois. Ce coût a été réparti entre les 03 partenaires du consortium ACORD, WANEP et RAJGUI pour la mise en œuvre du projet en fonction de leurs avantages comparatifs pour réaliser les activités.

Tableau d'analyse d'affectation des coûts :

CATEGORIES BUDGETAIRES	Budget alloué (USD)	%
1. Personnel et autres employés	52 808,03	6,21%
2. Fournitures, produits de base, matériels	4 013,37	0,47%
3. Équipement, véhicules et mobilier	53 779,26	6,33%
4. Services contractuels	72 463,77	8,53%
5. Frais de déplacement	39 732,43	4,67%
6. Transferts et subventions aux homologues	544 172,80	64,02%
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	27 422,97	3,23%
8. Coûts indirects*	55 607,37	6,54%
TOTAL	850 000,0	100,00%

Source : Document de projet.

Ce coût de revient tient compte de l'ensemble des charges d'investissement et de fonctionnement du projet. Une grande partie du montant est allouée aux activités directes du projet (64,04%) et la prise en charge du dispositif opérationnel (équipes) conformément aux axes d'intervention de chaque partenaire du consortium.

Il est difficile dans le contexte économique actuel du Pays caractérisé par une augmentation sensible des dépenses liées à la prise en charge des personnes qualifiées de haut niveau d'obtenir les mêmes résultats à moindres coûts. Cela démontre à suffisance que les moyens humains, matériels, financiers et organisationnels utilisés sont à la hauteur des résultats obtenus. Cependant, il serait judicieux d'accroître le coût de fonctionnement des projets futurs afin de prendre en compte les aspects de suivi plus rapproché et d'accompagnement de certains de bénéficiaires locaux et structures d'appui à court, moyen et long terme.

Dans plusieurs zones d'intervention du projet, nous avons rencontré des Jeunes modèles et Jeunes coachés qui développent des initiatives locales innovantes dans le cadre du leadership des jeunes, des activités génératrices de revenus, de positionnement des jeunes aux instances de prise de décision. Mais malheureusement, ces initiatives ne sont pas accompagnés faute de financement et de suivi rapproché.

Malgré les efforts consentis sur le terrain, certains acteurs rencontrés ont signalé l'insuffisance des ressources pour accompagner les initiatives locales des jeunes notamment les plans d'action des plateformes des jeunes, les activités génératrices de revenus (Jeunes modèles et coachés). Cette situation limite l'engrègement communautaire et la durabilité de l'action.

Il est nécessaire d'intensifier les activités sur le terrain pour consolider les acquis. Cette intensification des activités nécessite des ressources additionnelles qui ne sont pas disponibles dans le contexte de la mise en œuvre actuelle du projet. L'efficacité du projet les années et mois à venir dépendra en grande partie de ce suivi rapproché sur le terrain soutenu par les équipes des trois membres du consortium. Comment trouver les moyens pour une telle option reste le chantier dans lequel les membres du consortium doivent s'investir pour consolider les acquis majeurs de ce projet pertinent pour la Guinée toute entière et même au-delà.

Sur tout un autre plan, malgré les nombreux efforts consentis par le projet, certains acteurs ont signalé le fait que les ressources mises à leur disposition pour les déplacements sont insuffisantes. Il serait judicieux de corriger cette situation à l'avenir pour mieux consolider les acquis. En plus, la fonction de coach est bénévole et ne donne l'accès à aucune ressource du projet pour accompagner/encadrer les autres jeunes. Certains des coachs rencontrés trouvent que l'expertise et le temps consacrés à de telles activités doivent avoir un minimum de compensation pour mieux les motiver. Il est dès lors important de trouver des formules adéquates pour assurer la durabilité mais aussi l'efficacité d'une telle approche.

3.2.3. Au niveau de l'organisation, la gestion et le suivi

3.2.3.1. Organisation et gestion

Le Projet est placé sous la supervision générale du Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté et mis en œuvre par un Consortium de trois organisations à savoir ACORD -

WANEP et RAJGUI avec pour chef de file ACORD et dont les rôles et responsabilités sont préalablement définis. Le Schéma de pilotage et de la mise en œuvre du projet se présente comme suit :

- Comité de pilotage
- Secrétariat permanent du PBF
- Comité Technique du PBF
- Unité de Gestion du projet

Les cahiers de charge de chaque entité mise en place pour la bonne coordination des activités ont été préalablement élaborés et validés entre les différents intervenants de la chaîne. Cette structuration répond effectivement à un souci de coordination, de cohérence et d'efficacité dans la mise en œuvre du projet.

Suivant les deux résultats stratégiques du projet, la prise en charge du personnel s'est effectuée sur la base des rôles et responsabilités de chaque partenaire du consortium et conformément à leur domaine d'intervention. Le tableau ci-dessous donne des indications sur le profil du personnel, leur affiliation et le temps consacré à la mise en œuvre du projet :

N°	Personnel du Projet	Structures
1	Coordinateur du Projet (100%)	ACORD - Guinée
2	Responsable Suivi et Evaluation du Projet (100%)	WANEP - Guinée
3	Responsable Administratif et financier (80%)	ACORD- Guinée
4	Comptable (100%)	RAJGUI
5	News Managers (70%)	WANEP-Guinée
6	Responsable des Operations, du plaidoyer, de la mobilisation sociale et Genre (100%)	RAJGUI

Source : Adapté du document du projet

Tel que mentionné, le projet est exécuté par le consortium formé de 3 organisations de la Société Civile qui se sont mises ensemble pour agir en synergie dans le respect de leurs responsabilités respectives. La structuration du dispositif de mise en œuvre répond à un souci de cohérence et d'efficacité par rapport à l'approche choisie qui met l'accent sur la globalité des problèmes de l'accompagnement de la jeunesse de la Guinée mais avec une porte d'entrée par la consolidation de la paix et l'appui à l'insertion des jeunes femmes et hommes dans la vie économique de leurs localités.

En plus de leurs champs opérationnels classiques sur les questions de développement en général et de prévention et gestion des conflits et post-conflits, les trois ONG se sont engagées dans ce projet en privilégiant l'accompagnement des jeunes collectivement et/ou individuellement à partir des dispositifs constitués de relais locaux qui est plus exigeant en matière de suivi du personnel pour avoir plus d'impacts rapides.

La gestion « opérationnelle » de l'ensemble des activités du projet est assurée par les trois ONG en concertation avec le Ministère de l'Unité Nationale et la Citoyenneté. Les financements sont assurés par le PBF SO. La structure organisationnelle est appréhendée dans tous ses contours dans l'optique d'assurer une bonne gestion du " portefeuille relationnel " (il s'agit de

la gestion de l'ensemble des relations entre les différents acteurs dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet). Nous y reviendrons.

Les responsabilités de la gestion financière des ressources sont confiées à ACORD en tant que chef de file du consortium à travers l'unité de gestion et son service spécialisé en comptabilité.

Le suivi des activités du programme est assuré par le pool de techniciens (voir tableau ci-dessus) composé de techniciens au niveau national et dans les zones d'intervention. Le projet a aussi eu recours à des équipes des spécialistes de haut niveau qui sont des partenaires et qui interviennent en fonction des besoins et de leurs capacités. Une partie des ressources est mise à la disposition des équipes des « points focaux » afin d'assurer la gestion de proximité et la flexibilité/responsabilisation des partenariats.

Ainsi, le suivi technique général est assuré par l'Unité de Gestion à travers le chef de projet en collaboration avec le spécialiste de Suivi/Evaluation du PBF tandis que les équipes des deux autres membres du consortium à savoir RAJGUI et WANEP assument les responsabilités du suivi quotidien " rapproché " des activités mises en place.

Ce dispositif de suivi mis en place permet de prendre en compte l'ensemble des niveaux d'intervention. L'efficacité de ce dispositif de suivi a permis de prendre en compte le niveau décentralisé et déconcentré dans un cadre d'autogestion des initiatives exclusivement locales notamment des groupes de jeunes et des partenariats locaux.

De façon opérationnelle, les moyens humains qui devaient être déployés pour la gestion globale de ce projet ont été déployés à temps pour permettre de mettre en œuvre les activités du projet réalisées à 100% (voir tableau) malgré l'insuffisance relative des ressources humaines constatée par les différents acteurs.

Les tableaux qui suivent donnent un aperçu des informations budgétaires du projet :

1. Suivi Budgétaire par résultat stratégique

Suivi Budgétaire par résultat stratégique					
Numéro du produit	Budget par produits	Dépenses effectuées	Solde	% d'exécution	Partenaire
RESULTAT 1:	275 031	274 421	610	100%	WANEP
Produit 1.1:	154 700	150 929	3 771	98%	
Produit 1.2:	20 569	20 415	154	99%	
Produit 1.3:	52 375	54 208	(1 833)	104%	
Produit 1.4	47 388	48 869	(1 481)	103%	
RESULTAT 2:	269 142	265 906	3 236	99%	RAJGUI
Produit 2.1:	102 553	101 926	627	99%	
Produit 2.2:	32 107	31 670	437	99%	
Produit 2.3:	89 682	88 029	1 653	98%	
Produit 2.3:	44 799	44 281	518	99%	

COÛTS SUPPLEMENTAIRES:	305 827	282 652	23 175	92%	ACORD
Coûts de personnel	52 808	54 462	(1 654)	103%	
Coûts opérationnels du projet	128 293	128 872	(579)	100%	
Budget de S & E du projet	69 119	43 711	25 408	63%	
Coûts indirects (7%):	55 607	55 607	0	100%	
TOTAL PROJET BUDGET:	850 000	822 978	27 022	97%	

Source : Base de données suivi des indicateurs de performance du projet.

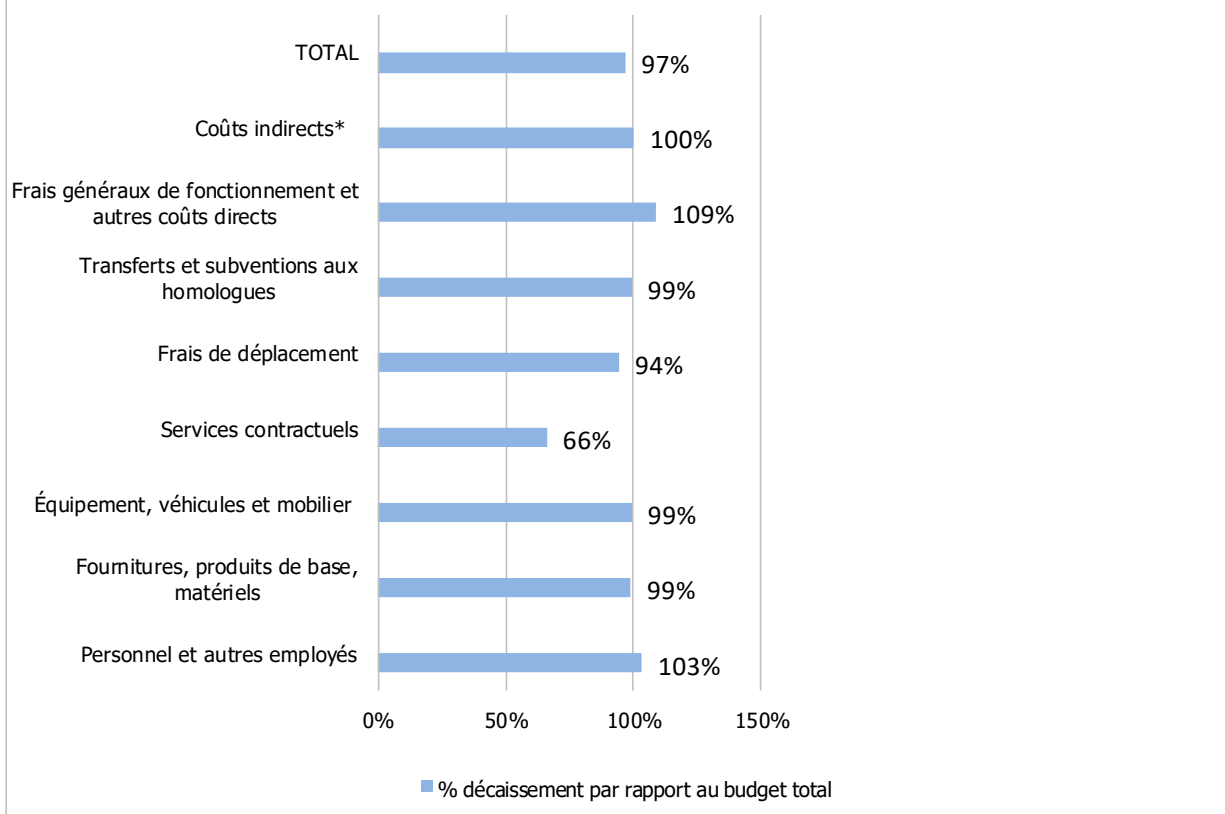
Suivi budgétaire par catégories budgétaires

CATEGORIES	Budget du projet	Dépenses effectuées	Solde	% d'exécution
1. Personnel et autres employés	52 808,03	54 461,62	(1 653,59)	103%
2. Fournitures, produits de base, matériels	4 013,37	3 974,91	38,46	99%
3. Équipement, véhicules et mobilier	53 779,26	53 417,94	361,32	99%
4. Services contractuels	72 463,77	47 919,52	24 544,25	66% ⁷
5. Frais de déplacement	39 732,43	37 476,46	2 255,97	94%
6. Transferts et subventions aux homologues	544 172,80	540 326,80	3 846,00	99%
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	27 422,97	29 793,72	(2 370,75)	109%
8. Coûts indirects*	55 607,37	55 607,30	0,07	100%
TOTAL	850 000,00	822 978,27	27 021,73	97%

Sources : Tableau de suivi budgétaire du projet.

⁷ le reliquat de cette rubrique concerne les engagements en cours (reliquat des frais de l'évaluation) et les engagements à venir (cout de l'audite des compte)

Graphique 1: Niveau de décaissement du projet



Au cours des entretiens avec les acteurs, il a été constaté que le Comité de pilotage mis en place sous la supervision générale du Ministère de l'Unité nationale et de la Citoyenneté n'a pas fonctionné correctement (une seule réunion tenue) à cause de certains dysfonctionnements dont entre autres :

- La volonté politique et les changements des dirigeants au niveau du Ministère de l'Unité nationale et de la Citoyenneté ;
- La multiplicité des instances ou comités qui implique la participation des mêmes personnes ressources (Comité de pilotage, Comité Technique, Comité d'analyse, réunions de coordination) ;
- L'insuffisance d'appropriation des Autorités nationales pour impulser les dynamiques en cours ;
- Les difficultés de mobilisation des membres au niveau d'autres Départements ministériels concernés.

L'une des faiblesses majeures a été le dysfonctionnement des instances de pilotage du projet. Cette situation si elle n'a pas eu d'impacts négatifs sur les résultats attendus a été un mauvais ressenti par tous les acteurs y compris les institutionnels.

3.2.3.2. Suivi des activités du projet

La demande de fonds au PBSO se fait sur la base de plan de travail trimestriel consolidé des trois (03) partenaires de consortium soumis par ACORD, chef de file et récipiendaire principal

des fonds. Ensuite ces fonds sont envoyés au niveau de chaque structure d'exécution pour la mise en œuvre des activités.

Sur présentation des rapports narratifs et financiers du trimestre, une nouvelle planification pour le trimestre à venir est réalisée afin d'assurer la continuité des services. Cette pratique n'a pas connu de difficultés majeures de nature à entraver l'exécution correcte du projet. Le suivi rapproché est assuré par l'équipe du projet (à travers le/la chargé(e) de projet), le responsable suivi -évaluation et les moniteurs terrain du projet.

Un dispositif de suivi des indicateurs de performance (plan de suivi) a été mis en place pour mesurer les progrès réalisés et cela a permis de renforcer la participation des autres acteurs dans l'organisation des missions conjointes de suivi sur le terrain.

3.2.3.3. *Appréciation de l'efficacité globale*

Certains éléments majeurs ont eu des répercussions directes sur l'efficacité globale du projet. Il s'agit entre autres :

- La forte dispersion des zones d'intervention (18 préfectures de 3 régions naturelles) a entraîné un accroissement des coûts de gestion et de suivi du projet ;
- La bonne qualité des réalisations (formations, études, matériel et équipements) ;
- L'absence de contrepartie nationale (en nature ou en espèces) dans la mise en œuvre du projet. Cette situation aurait permis à la partie nationale notamment les ministères d'avoir des rapports de force plus élevés dans la mise en œuvre d'un projet de cette nature ;
- Les activités du projet ont été réalisées conformément aux planifications initiales et aux budgets prévisionnels et dans les délais impartis ;
- L'esprit de consortium d'ONG a permis de fédérer et de partager les expériences et les méthodes, et d'agir de façon synergique dans l'atteinte des objectifs.

En termes de conclusion sur cette partie, le projet, dans sa mise en œuvre a une efficacité relativement bonne et on peut confirmer le fait qu'il n'est pas évident d'avoir de tels résultats à moindre coûts dans un contexte comme celui de la Guinée. Cependant, cette efficacité peut être améliorée à travers le renforcement des conditions de travail des acteurs sur le terrain et une augmentation de leur effectif.

Tableau récapitulatif de l'appréciation de l'efficacité

Critères d'efficacité	Appréciations
Coûts/efficacité	BON
Comparé avec d'autres interventions	ASSEZ BON
Moyens d'intervention	MOYEN
Rapport moyens mis en œuvre et réalisations	BON
Respect du délai d'exécution des activités	ASSEZ BON
Capacité d'adaptation et d'anticipation	BON
Mécanisme de suivi	ASSEZ BON

3.3. Efficacité du projet

L'analyse de l'efficacité a été faite sur la base des deux (2) résultats attendus de la chaîne des résultats : Résultats immédiats à court terme, les résultats à moyen terme (effets) et les résultats à long terme (Impacts). Cette démarche permet d'assurer une meilleure appréciation des progrès réalisés et une analyse plus objective.

3.3.1. Efficacité par rapport aux indicateurs de résultats quantitatifs du projet.

Cette structuration de l'organisation répond à un souci de cohérence et d'efficacité par rapport à l'approche choisie. Cette approche met l'accent sur la globalité des problèmes de la jeunesse et la consolidation de la paix mais avec une porte d'entrée par les deux résultats attendus. Elle tient aussi compte de la durée du projet et les moyens mis en place pour la réalisation des résultats attendus.

Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble des réalisations du projet au cours des 18 mois de mise en œuvre et le niveau d'atteinte des indicateurs de performance. Cette situation décrite à travers le tableau de bord du projet, permet d'affirmer que cette initiative a été mise en œuvre efficacement avec la réalisation de l'ensemble des actions prévues qui ont contribué à l'atteinte des résultats quantitatifs et qualitatifs attendus et même inattendus. Ces résultats obtenus sont les fruits des efforts de l'ensemble des acteurs sous la coordination de l'ONG ACORD.

Il est aussi important de signaler qu'en dehors de l'atteinte de performance en termes de réalisation des indicateurs quantitatifs de base dans sa mise en œuvre, le projet a contribué selon les interlocuteurs à avoir des résultats inattendus notamment en matière d'organisation des jeunes pour prendre en charge certains acquis mais aussi et surtout la mobilisation des ressources internes (notamment des cotisations même symboliques) pour continuer à collaborer à d'autres chantiers de consolidation de la paix, d'inclusion dans la vie politique et économique etc.

SUIVI MISE EN ŒUVRE PLAN ANNUEL AU MOMENT DE LA COLLECTE DES DONNEES				
#	ACTIVITES/SOUS ACTIVITES/TACHES	SITUATION D'EXECUTION DES ACTIVITES (nb)		
		Non commencées	En cours	Achevées
1	Elaborer les sous-conventions entre les partenaires de mise en œuvre du projet (ACORD)	0	0	1
2	Recruter/ou redéployer le personnel du projet et leur orientation (ACORD/WANEP/RAJGUI)	0	0	1
3	Acheter du matériel et équipement de travail (ACORD)	0	0	1
4	Développer le planning annuel des activités et les plans de travail trimestriels (ACORD/WANEP/RAJGUI)	0	0	1
5	Elaborer les rapports Semestriels par partenaire (ACORD/WANEP/RAJGUI)	0	0	1
6	Suivre les rapports mensuels financiers et la liquidation des avances reçues par les partenaires et soumission des rapports financiers au PBSO. (ACORD/WANEP/RAJGUI)	0	0	1
7	Recruter un consultant pour le renforcement des capacités des formateurs/formatrices. (WANEP)	0	0	1
8	Former les formateurs/formatrices sur les Résolutions 1325 et connexes, la résolution 2250, l'alerte précoce et la réponse rapide et les techniques de prévention et gestion pacifique des conflits. (WANEP)	0	0	1
9	Organiser les ateliers de renforcement des capacités des jeunes H/F et des structures de paix au niveau local, sur les Résolutions 1325 et connexes, la résolution 2250, l'alerte précoce et la réponse rapide et les techniques de prévention et gestion pacifique des conflits (WANEP)	0	0	1
10	Sélectionner et former, sur base d'équité du genre, des moniteurs préfectoraux, régionaux et du moniteur national pour la remontée et le traitement de l'information d'alerte précoce. (WANEP)	0	0	1

11	Collecter, analyser/traiter des données et soumettre des rapports d'incident et de situation sur la plateforme NEWS et le partage des données vers le comité d'analyse et des structures de réponse. (WANEP)	0	0	1
12	Mettre en place et former le comité d'analyse des informations sécuritaires (WANEP)	0	0	1
13	Organiser des réunions mensuelles du Comité d'analyse pour analyser les conflits identifiés et leur impact sur les jeunes H/F au niveau local, préfectoral et régional et orienter les initiatives de réponse qui prendront en considération les besoins spécifiques des jeunes H/F et seront menées par les structures habilités. (WANEP)	0	0	1
14	Produire et diffuser un bulletin semestriel d'information et d'analyse sur l'alerte précoce et la réponse rapide. (WANEP)	0	0	1
15	Organiser des sessions de médiation, de plaidoyer, de sensibilisation et gestion pacifique des conflits par les jeunes hommes et femmes des structures locales de paix sur base des problèmes identifiés. (WANEP)	0	0	1
16	Recruter un consultant pour la formation des formateurs de (RAJGUI)	0	0	1
17	Former des jeunes H/F ciblés sur la citoyenneté et les mécanismes de gouvernance locale. (RAJGUI)	0	0	1
18	Mener des activités de Sensibilisation de masse des jeunes hommes, femmes et filles en faveur de leur mobilisation citoyenne et leur implication dans la gouvernance locale (RAJGUI).	0	0	1
19	Identifier des pratiques faisant obstacle à la participation des jeunes H/F à la gouvernance locale et processus de prise de décision (RAJGUI).	0	0	1
20	Actions de plaidoyer/lobbying auprès des décideurs pour la prise en compte des jeunes dans la gouvernance locale. (RAJGUI).	0	0	1
21	Organiser un atelier de formation sur les techniques de coaching (rôle des mentors) (RAJGUI).	0	0	1
22	Mettre en place un système de réseautage, de partage d'expériences et de soutien entre les jeunes modèles de réussite, en mettant en évidence les cas de réussite modelés par les jeunes femmes et filles avec les jeunes H/F des communautés dont ils/elles sont issu (e)s. (RAJGUI)	0	0	1

23	Organiser des réunions trimestrielles du comité de pilotage pour suivre la mise en œuvre du projet et relever les défis. (ACORD).	0	0	1
24	Organiser l'étude de base du projet (ACROD)	0	0	1
25	Conduire l'évaluation à mi-parcours du projet (ACORD)	0	0	1
26	Organiser l'évaluation finale du projet	0	0	1
27	Organiser les réunions d'équipe bimensuelles de planification et analyse des progrès (ACORD)	0	0	1
28	Superviser la mise en œuvre des activités du projet dans les zones d'intervention (ACORD/WANEP/RAJGUI)	0	0	1
TOTAL		0	0	28
Nb total des activités/tâches clés prévues		28		

Source : Adapté de la base de données de suivi des indicateurs de performance du projet

Ce tableau indique bien que l'ensemble des groupes d'activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont été mises en œuvre. En tenant compte de la cohérence interne élevée de ce projet, ces actions rentrent dans la logique de l'atteinte des objectifs assignés au projet. Les tableaux et les graphiques qui suivent soutiennent la même tendance de l'efficacité réelle de ce projet.

Tableau de réalisation des indicateurs de performance

#	Indicateurs de performance	VALEURS CIBLES			VALEURS REELLES			TAUX DE REALISATION			Analyse des écarts
		Fin projet	Année fiscale	Trimestre	Cumulées par rapport vie projet	Cumulées par rapport année fiscale	Trimestre	Fin projet	Année	Trimestre	
1	Indicateur de résultat 1 a Un Système d'Alerte Précoce et de réponse rapide couvrant la zone du projet est mise en place et opérationnel.	1	1		1	1		100,00%	100%		
2	Indicateur de résultat 1 b Nombre de communes ayant mis en place des dispositifs opérationnels de SAP/Conflits	18	18		18	18		100,00%	100%		
3	Indicateur de résultat 1 c Pourcentage de conflits majeurs identifiés et résolu avec la participation des acteurs locaux.	75	75		96	96		128,00%	128%		25 conflits identifiés 24 résolus.
4	Indicateur de résultat 1.1.1 Nombre de jeunes et acteurs locaux (hommes et femmes) formés et maîtrisant le SAP/outils de l'analyse des conflits/dynamiques du genre dans ces analyses.	660	660	0	660	660		100,00%	100%		
5	Indicateur de résultat 1.1.2 Nombre de moniteurs formés et maîtrisant le SAP	23	23		28	28		121,74%	122%		Autres moniteurs de WANEP formés qui n'étaient pas dans la zone du projet.
6	Indicateur de résultat 1.2.1 Pourcentage des conflits communautaires rapportés à travers le système SAP, résolu.	75	75		96	96		128,00%	128%		
7	Indicateur de résultat 1.2.2 Nombre de bulletins semestriels d'alerte réalisés et édités.	4	4		4	4		100,00%	100%		Le 4eme bulletin de capitalisation sera produit à la fin du projet
8	Indicateur de résultat 1.3.1 Nombre de séances de sensibilisation réalisées par les jeunes sur la prévention des conflits communautaires.	54	54		54	54		100,00%	100%		
9	Indicateur de résultat 1.3.2 Nombre de sessions de plaidoyer et de médiation menées par les structures de jeune pour la résolution pacifique des conflits au niveau local.	18	18		18	18		100,00%	100%		

10	Indicateur de résultat 2 a Pourcentage des jeunes H/F participant à des instances locales de décisions.	25	25	6	6	24,00%	24%		
11	Indicateur de résultat 2 b Nombre d'actes posés par les décideurs en faveur de l'inclusion des jeunes	5	5	5	5	100,00%	100%		
12	Indicateur de résultat 2.1.1 Nombre de jeunes H/F encadrés qui participent au développement communautaire.	630	630	630	630	100,00%	100%		
13	Indicateur de résultat 2.1.2 : Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation menées par des jeunes (hommes et femmes)	5000	5000	10000	10000	200,00%	200%		les sensibilisation ont crée beaucoup d'engouement et il a eu beaucoup de jeunes qui ont participé.
14	Indicateur de résultat 2.2.1 : Nombre de plaidoyer menés par les jeunes H/F ayant conduit à des changements de pratiques discriminatoires à l'égard des jeunes.	18	18	18	18	100,00%	100%		
15	Indicateur de résultat 2-2-2 : Pourcentage des jeunes qui participent à la gouvernance locale.	20	20	10	10	50,00%	50%		
17	Indicateur de résultat 2.3.1 Nombre de réunion de partage d'expériences et de gestion des connaissances; nb de bonnes pratiques capitalisées.	18	18	18	18	100,00%	100%		
18	Indicateur de résultat 2.3.2 Pourcentage de jeunes H/F coachés ayant développé des initiatives constructives	65	65	70	70	107,69%	108%		Sur 162 jeunes coachés 115 ont commencés a développer des initiatives constructives
19	Indicateur Transfersal : Pourcentage de jeunes femmes/filles formés qui participent aux activités du projet	50	50	45,26	45,26	90,52%	91%		

Source : Outil de suivi des indicateurs du projet.

Il ressort de ce tableau aussi que le taux de réalisation des indicateurs est très élevé comparé aux tendances de la moyenne dans le pays selon les acteurs rencontrés.

SUIVI MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS DU PROJET	
Nombre total activités prévues année	28
Nombre total activités achevées	28
Nombre activités restées en cours	0
Nombre activités non commencées	0
% activités achevées du Projet (FY)	100%

Graphique 1: Niveau de progrès du plan annuel d'activités



Indicateurs de performance	Niveau d'atteinte cible pour l'année
Indicateur de résultat 1 a Un Système d'Alerte Précoce et de réponse rapide couvrant la zone du projet est mise en place et opérationnel.	100%
Indicateur de résultat 1 b Nombre de communes ayant mis en place des dispositifs opérationnels de SAP/Conflits	100%
Indicateur de résultat 1 c Pourcentage de conflits majeurs identifiés et résolus avec la participation des acteurs locaux.	128%
Indicateur de résultat 1.1.1 Nombre de jeunes et acteurs locaux (hommes et femmes) formés et maîtrisant le SAP/outils de l'analyse des conflits/dynamiques du genre dans ces analyses.	100%
Indicateur de résultat 1.1.2 Nombre de moniteurs formés et maîtrisant le SAP	122%
Indicateur de résultat 1.2.1 Pourcentage des conflits communautaires rapportés à travers le système SAP, résolus.	128%

Indicateur de résultat 1.2.2 Nombre de bulletins semestriels d'alerte réalisés et édités.	100%
Indicateur de résultat 1.3.1 Nombre de séances de sensibilisation réalisées par les jeunes sur la prévention des conflits communautaires.	100%
Indicateur de résultat 1.3.2 Nombre de sessions de plaidoyer et de médiation menées par les structures de jeune pour la résolution pacifique des conflits au niveau local.	100%
Indicateur de résultat 2 a Pourcentage des jeunes H/F participant à des instances locales de décisions.	24%
Indicateur de résultat 2 b Nombre d'actes posés par les décideurs en faveur de l'inclusion des jeunes	100%
Indicateur de résultat 2.1.1 Nombre de jeunes H/F encadrés qui participent au développement communautaire.	100%
Indicateur de résultat 2.1.2 : Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation menées par des jeunes (hommes et femmes)	200%
Indicateur de résultat 2.2.1: Nombre de plaidoyer menés par les jeunes H/F ayant conduit à des changements de pratiques discriminatoires à l'égard des jeunes.	100%
Indicateur de résultat 2-2-2 : Pourcentage des jeunes qui participent à la gouvernance locale.	50%
Indicateur de résultat 2.3.1 Nombre de réunion de partage d'expériences et de gestion des connaissances; nb de bonnes pratiques capitalisées.	100%
Indicateur de résultat 2.3.2 Pourcentage de jeunes H/F coachés ayant développé des initiatives constructives	108%
Indicateur Transversal: Pourcentage de jeunes femmes/filles formés qui participent aux activités du projet	91%

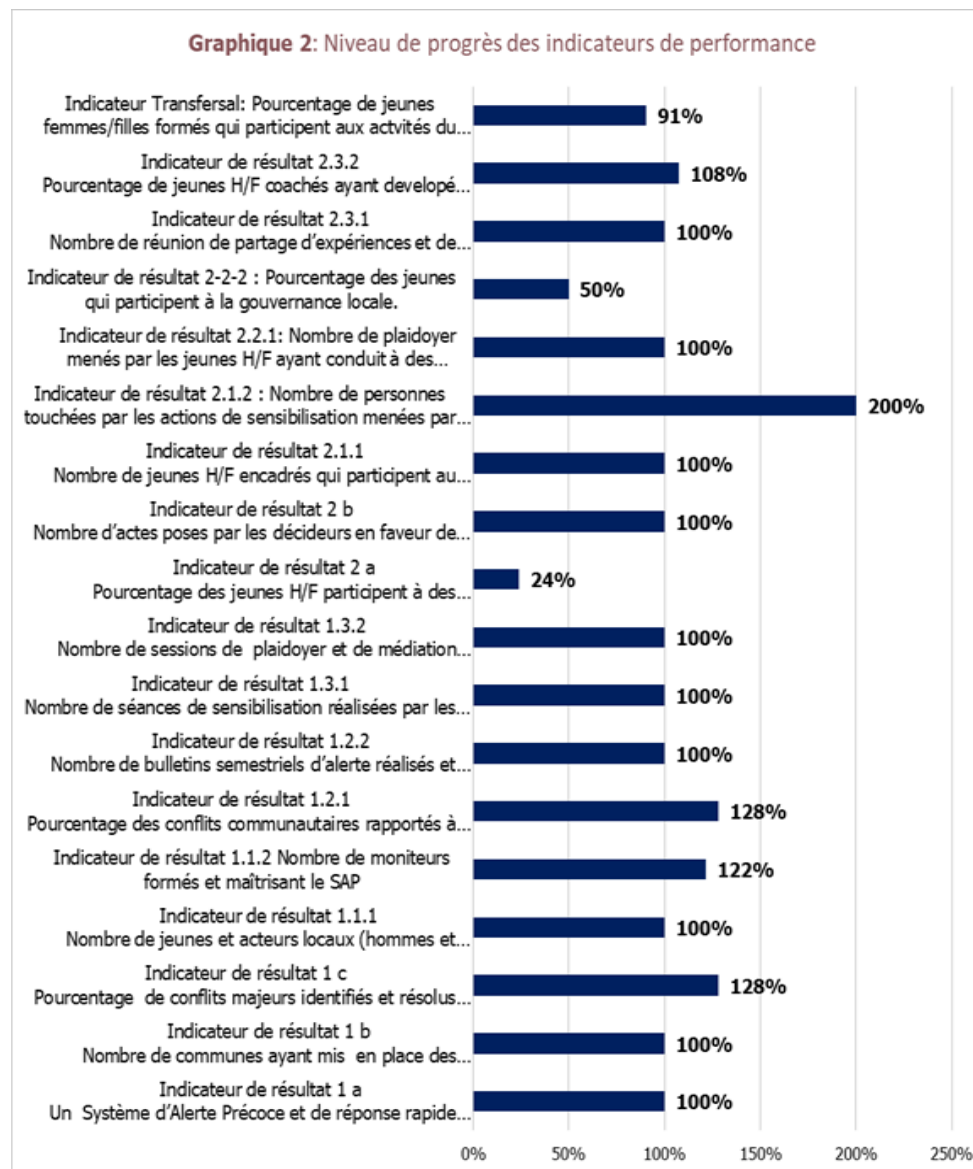


Tableau : Niveau de partenariat

N°	Différentes phases	Actions de partenariat programmées pour la période.	Réalizations dans le cadre du partenariat.
1	Formulation du projet	Le processus de formulation du projet a été piloté par le Ministère de l'Unité Nationale et de la citoyenneté et a reçu la participation des autres membres du consortium ACORD, WANEP et RAJGUI et de certains bénéficiaires directs.	Tous les partenaires ont été impliqués
2	Planification des activités	Conformément à la stratégie de mise en œuvre du projet et des axes d'intervention stratégiques, la planification des activités a été suivie et respectée sur la base du plan d'action validé et partagé.	Sur la base des planifications trimestrielles, les activités sont réalisées et les rapports d'activités sont élaborés et partagés avec le Chef de file du consortium qui a la responsabilité de rendre compte au Bailleur de fonds.
3	Gestion des ressources	Les demandes de fonds et leur justification se font de façon trimestrielle. Chaque membre du consortium dispose d'un plan de travail initial budgétisé et reçoit du Chef de file les fonds nécessaires (budgétisés) pour la mise en œuvre.	Chaque partenaire dispose d'un opérationnel trimestriel qu'il justifie auprès du chef de file du consortium. Les rôles et responsabilités de chaque partenaire dans la gestion et l'exécution budgétaire sont préalablement établis et maîtrisés
4	Mise en œuvre des actions	Chaque partenaire était responsable de la mise en œuvre et du suivi direct de ses activités sur le terrain. Cependant, nous avons constaté quelques missions de suivi conjoints avec la	Tous les partenaires ont participé

		partie nationale et le Secrétariat Permanent du PBF en Guinée, aspect qui méritait d'être renforcé et multiplié.	
5	Suivi des activités	Le suivi quotidien des activités est assuré par chaque partenaire du Consortium et la supervision globale est assurée par le Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté à travers le Comité de pilotage et le Comité technique.	Une réunion du Comité de pilotage a été organisée Plusieurs réunions de Comité technique sur le projet ont été réalisées. Une mission de suivi conjointe multi acteurs effectuée
6	Evaluation des activités	Une étude de base (Baseline) et deux évaluations ont été réalisées : - 01 évaluation à mi-parcours - 01 évaluation finale du projet en cours	L'étude de base et deux évaluations ont été réalisées par les partenaires de mise en œuvre du projet.

Ces différents tableaux montrent effectivement les niveaux assez élevés de la réalisation des activités et de l'atteinte des résultats du projet. Malgré quelques retards constatés dans le processus de transfert des fonds dus à la lourdeur administrative, les trois partenaires ont pu réaliser sur le plan quantitatif l'ensemble des activités planifiées (100%).

L'ensemble des acteurs directs et indirects du projet ont apprécié le rôle important qui a été joué par les trois ONG membres du consortium sous l'égide du chef de file. Pour une première de ce genre de dispositif de mise en œuvre d'un tel projet qui généralement est faite par les services de l'Etat, les résultats ont été positivement appréciés par l'ensemble des acteurs. Les efforts déployés par les trois organisations en partenariat avec l'équipe de PBF ont permis d'atteindre les résultats escomptés en réalisant l'ensemble des activités prévus. Un tel résultat en un temps relativement court a été largement apprécié à sa juste valeur par les différents intervenants sur cette initiative.

Concernant les activités de **renforcement des capacités**, les formations techniques spécifiques ont donné aux jeunes, aux jeunes leaders et au personnel chargé de la mise en œuvre du projet. Ces différentes formations ont permis aux participantes et aux participants de maîtriser certaines techniques nécessaires à l'accomplissement des tâches qui les sont confiées en matière de prévention et de gestion des conflits mais aussi dans des domaines techniques spécifiques pour leur insertion dans la vie politique et/ou économique.

En plus des statistiques en termes de personnes formées qui sont à la hauteur des attentes (voir tableau ci-dessus) les résultats les plus probants sont observés au niveau des personnes formées rencontrées lors des missions de terrain de l'évaluation. Cette observation montre une fois de plus la logique du choix stratégique effectué par les partenaires de terrain et les ONG mettant l'accent sur la décentralisation de la gestion quotidienne des activités et l'approche multi-acteurs différenciées pour tenir compte des capacités d'intervention sur les différentes activités en lien avec les deux résultats attendus.

Cependant, malgré les acquis à ce niveau, le degré de la collaboration régionale en dehors du processus de formation reste relativement faible. Cette situation s'explique par la durée relativement courte de la mise en œuvre du projet mais aussi la surcharge de travail qui n'a pas permis de créer plus d'activités de partage entre les jeunes de la même région.

Plusieurs thèmes relatifs aux deux résultats ont été développés au cours de la période d'exécution du projet. Ces thèmes ont concerné l'ensemble des participants avec la distinction entre les trois niveaux (les jeunes eux-mêmes en tant que cibles, le personnel de l'encadrement au niveau local et central et les coachs).

Pour conclure ce chapitre nous pouvons dire que l'exécution des activités de sensibilisation/formation/éducation du projet a permis **d'asseoir les bases d'une**

conscientisation des jeunes, des techniciens et les autres partenaires plus large sur les questions de consolidation de la paix et d'implication des jeunes dans la vie politique. Ce travail qui a commencé doit bénéficier d'un appui conséquent pour renforcer les acquis actuels. La gamme de bénéficiaires doit être élargie aux équipes de l'ensemble des communes et à d'autres organisations de jeunes qui constituent le point de départ actuel des actions de sensibilisation et d'éducation. Pour ce faire, il importe d'avoir une ambition plus poussée pour atteindre au cours des années à venir l'ensemble des acteurs concernés. Ensuite, il faudra chercher à atteindre des objectifs quantitatifs très ambitieux, et donc, qui reflètent un plus grand impact du projet sur la jeunesse guinéenne (Nous y reviendrons dans les recommandations).

Les activités de formation constituent le " cheval de bataille " du projet pour assurer une pérennité des acquis des actions entreprises. A ce titre, elles occupent une place privilégiée dans le dispositif stratégique des trois membres du consortium ('tout part de la formation et tout fini par elle'). Cette orientation stratégique a été largement évoquée par les acteurs du projet et les responsables de ces organisations sur le terrain.

Le dispositif actuel permet d'espérer sur une bien meilleure évolution du processus d'accompagnement des personnes formées. Les acteurs des équipes techniques doivent être renforcés dans leur perception de la finalité de des activités de formation et de leur suivi et dans leur capacité à assurer un service de proximité aux personnes formées à différents niveaux.

Il importe de faire systématiquement une analyse des besoins en formation à tous les niveaux en tenant compte de la diversité des situations pour assurer une bonne mesure des indicateurs d'évolution vers l'autonomie des acteurs mais aussi et surtout la production des impacts positifs à long terme.

Concernant l'**approche de mise en œuvre du projet**, elle a mis l'accent sur la valorisation des mécanismes locaux existants et la responsabilisation de tous les acteurs des conflits. En effet, le consortium ACORDWANEP RAJGUI a misé sur une approche inclusive axée sur la valorisation des acquis des précédents projets dans les régions. Ainsi, au lieu de créer des mécanismes nouveaux de préventions et gestions des conflits, elle a misé sur les mécanismes déjà existants. Partant de là, les acteurs n'étaient pas novices dans le domaine de la promotion du dialogue sociale comme outil de prévention et de gestion des conflits locaux.

En outre, le fait d'impliquer les leaders religieux et les leaders communautaires dans la promotion du dialogue entre les communautés a servi de levier à ces personnes pour s'engager de façon concertée dans la gestion des conflits entre les différentes communautés. Autrement, si ces personnes étaient par le passé, impliquées dans la gestion des conflits, cela se faisait uniquement au sein de leurs communautés respectives. Il n'y avait pas de concertation entre les leaders des différentes communautés pour, ensemble trouver la solution aux conflits qui les divisaient. C'est en substance ce que les populations ont expliqué à travers certains récits :

Un leader Konian à Macenta : « *Avant lorsqu'il y avait un problème entre nous et Tomas, nous tenions une réunion entre Konians pour passer des messages de paix, nous ne concertions pas avec nos frères Tomas. Mais de nos jours, cette réunion est élargie à toutes les communautés. Les leaders de toutes les communautés se retrouvent pour ensemble, réfléchir à la stratégie à adopter pour calmer les tensions* ».

Ce témoignage est soutenu par les personnes rencontrées dans les groupes de discussions qui attestent que la concertation n'existait pas avant entre les leaders des différentes communautés à Macenta. Unanimement, ces personnes estiment que la concertation a commencé, il y a environ 7 à 10 mois. Période qui correspond à la période de mise en œuvre des activités du projet dans cette zone.

Ainsi donc, l'approche du projet a porté ses fruits puisqu'elle a permis aux acteurs dans les communautés d'opter pour une approche collaborative dans la recherche des solutions aux différents conflits qui les opposent. Elle a par ailleurs permis de consolider les acquis des projets précédents et d'y apporter des touches correctives qui ont permis d'aboutir à des résultats concluants dans le cadre de la mobilisation des acteurs pour la consolidation de la paix en Guinée Forestière souvent éprise de conflits communautaires aux conséquences souvent dramatiques.

Un jeune leader à N'zérékoré affirme : « *Ce projet a permis de consolider les acquis des projets de promotion de la paix en région forestière et particulièrement à N'zérékoré. J'ai l'impression que ce projet est un complément du projet sur les alertes précoces qui est déjà mis en œuvre dans notre préfecture et qui concourent au même objectif qui est celui de la promotion de la paix !* ».

Tableau récapitulatif de l'analyse de l'efficacité du projet

Critères d'efficacité	Appréciations
Degré de réalisation des objectifs du projet (techniques, financiers, et institutionnels)	TRES BON
Eventuels effets non attendus (notamment sur l'évolution des cadres de politiques nationales des pays d'intervention ou des actions de recherche liées)	BON
Résultats attendus et résultats effectifs du projet	BON

3.4. Effets et impacts du projet

3.4.1. Situation de départ

La situation de départ du projet justifiant l'intervention est décrite dans les documents de base de l'initiative notamment dans le PRODOC et dans l'étude de base. Les points suivants constituent les fondements de cette situation de départ :

- ☉ Malgré le fait que la république de Guinée n'a pas connu un conflit violent à l'échelle d'une guerre civile, il y a certains vecteurs de conflits qui nécessitent de réponses programmatiques urgentes.
- ☉ La faiblesse de l'implication des jeunes dans les instances politiques avec des taux variant entre 2 et 10% dans la plupart des communes partenaires (Etude de base du projet, 2017).
- ☉ La faiblesse du niveau d'opérationnalisation des systèmes d'alerte précoce dans les régions ;
- ☉ La faiblesse du niveau d'employabilité des jeunes dans les différentes communes partenaires ;
- ☉ Le processus de mise en place d'une stratégie nationale de prévention des conflits et de renforcement de la citoyenneté et l'architecture nationale de prévention des conflits à travers l'harmonisation et la coordination des mécanismes nationaux de prévention et de gestion des conflits et de consolidation de la paix par le Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté

C'est autour de ces situations que la logique d'intervention du projet a été bâtie et elle constitue la logique de référence pour l'évaluation. Ainsi, la **Théorie de Changement (TdC)** a été formulée comme suit : « Si les jeunes hommes, femmes et filles sont en mesure de jouer un rôle moteur dans la prévention et la résolution des conflits et la promotion du dialogue de paix entre les communautés, et si ils/elles sont appuyé(e)s pour réaliser leur droit de participation dans les instances de la gouvernance et dans les processus du développement locaux, alors ils/elles seront plus à même de résister aux manipulations politiques et cesseront d'être à la fois auteurs et victimes des crises pour se transformer en acteurs/actrices de la paix et du développement communautaire ».

3.4.2. Contributions du projet aux changements/effets

En dehors des effets évoqués dans le chapitre sur l'efficacité du projet, Il est très tôt de parler d'impact de ce projet à ce stade (18 mois de mise en œuvre). Il y a certes des acquis notables du début à nos jours avec des jeunes formés qui « *ont acquis des compétences nécessaires pour agir sur les situations de conflits dans la communauté et qui ont pris conscience de leurs rôles en tant qu'agents de changement* » (un jeune artiste « coaché » de Matam), des associations de jeunes qui se créent de plus en plus et qui œuvrent dans la sensibilisation (paires éducateurs notamment à la citoyenneté) et « *qui ont vu leurs compétences renforcées en matière de sensibilisation, de prévention des conflits mais aussi et surtout sur la nécessité de s'impliquer dans la vie politique. Nous*

sommes aujourd'hui capables de faire beaucoup de choses par nous-mêmes grâce à ce projet » (Une jeune ambassadrice de Ratoma).

En plus de ces acquis, certains jeunes sont arrivés à travers les formations initiées par le projet à se faire élire dans les instances de décision dans leurs localités. Pour ces personnes, le projet leur a donné confiance pour s'engager dans de telles actions qui ont pu porter des fruits. D'autres ont mené des campagnes mais n'ont pas pu se faire élire. Malgré tout, ils tirent les leçons notamment en termes d'alliances à construire pour les échéances futures.

Sous un autre angle, les acquis du projet ont permis aux personnes formées notamment les jeunes de contribuer à d'autres dynamiques émergentes ou existantes dans les différentes communes. A titre d'illustration, la contribution des Jeunes Points focaux et Moniteurs a la mise en place des Conseils Locaux des Jeunes (CLJ) et au renforcement des capacités des jeunes membres élus.

Plusieurs autres affirmations attestent un début de transformation/changement au niveau des jeunes dans les différentes communes bénéficiaires du projet. A ce stade-ci, ces changements préliminaires sont considérés comme des « effets ».

En plus, une synergie d'actions est en train d'être créée entre les trois ONG membres du consortium mais aussi entre ces ONG et les ministères de tutelle dans le cadre du renforcement mutuel et la collaboration sur d'autres initiatives.

Les chiffres évoqués dans les chapitres précédents montrent à souhait que de nombreuses réalisations ont pu être faites malgré la durée relativement courte du projet et les difficultés liées au fonctionnement du Copil. Cependant, force est de constater que les acquis perçus comme des effets immédiats nécessitent un peu de temps et d'actions pour se transformer en impacts réels et durables, et donc de véritables changements positifs dans l'environnement de chaque commune ayant bénéficié du projet. D'ores et déjà, certains récits de vie de jeunes (voir en annexe) montrent à souhaits l'ampleur des changements qui sont en train de s'opérer dans la vie de ces jeunes et au niveau de leurs associations. Par ailleurs, les communes ne considèrent plus les jeunes comme étant des « menaces » à la paix mais plutôt comme des bâtisseurs et opportunités vitales pour les collectivités.

3.4.3. Perceptions des acteurs par rapport au projet

Les bénéficiaires du projet notamment les jeunes le trouvent pertinent et opportun. La prise en compte de la question des jeunes notamment en matière d'accompagnement de leurs centres d'intérêt pour une insertion économique couplée au renforcement de leurs capacités d'action en faveur de la consolidation de la paix est une réelle innovation issue de la mise en œuvre du projet dans la plupart des communes. Le débat et les statistiques ne sont pas nouveaux mais l'opérationnalisation des pratiques et des connaissances est une nouvelle avenue consciemment choisie par le consortium.

Dans la plupart des cas, le projet jouit d'une bonne perception de l'ensemble des acteurs et les éloges ont été nombreux lors des différents entretiens dans les communes visitées aussi bien de la part des jeunes que des autorités nationales et locales. La crainte majeure reste la fin du projet qui, si rien n'est fait, pourrait compromettre durablement la transformation du « quantitatif » en « qualitatif ». Le souhait évoqué par tous les acteurs est la poursuite de ce projet comme socle du partenariat multi-acteurs développé et à l'échelle nationale. Toutes les parties prenantes sont prêtes à s'engager pour poursuivre les actions au-delà de la limite du temps de mise en œuvre actuel ou dans le cadre d'un nouveau projet avec une durée plus longue.

3.4.4. Effets et impacts sur le genre

Aujourd'hui, l'ensemble des acteurs/actrices du développement s'accordent sur la nécessité et l'importance de considérer les rapports de genre dans les processus de développement durable. Cependant, intégrer une analyse de genre, c'est-à-dire proposer une analyse sexo-spécifique de la réalité contextuelle nécessite une volonté politique des acteurs du projet et des outils qui permettent de rendre visibles les droits des femmes et des hommes, les relations de pouvoir, la construction des rapports sociaux, les structures et institutions socio-économiques et culturelles qui organisent les relations de genre. Ceci est valable pour les projets de développement de façon générale mais il est encore plus essentiel pour les projets et programmes à vocation de construction et de consolidation de la paix s'appuyant sur les jeunes.

L'analyse du projet « Jeunes et consolidation de la paix en Guinée » avec la « perspective genre » s'est faite à travers l'observation de la chaîne des résultats attendus, de la théorie du changement, du budget alloué et des résultats de la mise en œuvre.

Il ressort de cette analyse les points suivants :

Concernant les objectifs et/ou des résultats liés à des activités spécifiques qui visent la réduction des inégalités de genre et/ou l'autonomisation relative des femmes et des filles :

Dans sa conception initiale, le projet a pris en compte les questions de genre de façon explicite. Cela s'est manifesté à travers entre autres les deux résultats de la mise en œuvre du projet formulés comme suit :

- **Résultat 1** : « Les jeunes **hommes, femmes et filles** participent activement au renforcement de la cohésion sociale u tissu social et à la prévention et la résolution des conflits à travers l'opérationnalisation du système national d'alerte précoce et de réponse rapide dans les zones du projet ».
- **Résultat 2** : Les jeunes **hommes, femmes, filles** et les décideurs locaux sont conscients de la valeur ajoutée, de l'inclusion, et du droit des jeunes à participer dans les instances de la gouvernance locale et du développement de leur communauté.

En outre, le document de projet, dans sa formulation de base stipule concernant les bénéficiaires : « *Les bénéficiaires directs du projet au nombre de 12740 dont 50% de femmes et indirects (environ 4millions de personnes des localités couvertes) sont les jeunes hommes , les jeunes femmes et filles (entre 18 et 29 ans) des localités ciblées , en particulier les jeunes mobilisés au sein des structures de paix existantes tels que la Synergie Communale des Acteurs de Paix, les jeunes ambassadeurs de paix, et Comités Jeunes Citoyens pour la Paix, les jeunes des OSC et réseaux locaux (notamment les membres du Réseau Afrique Jeunesse de Guinée, et les jeunes potentiellement leaders (jeunes diplômés, investis dans la communauté ou volontaires) » (PRODOC).*

La formulation de ces deux résultats et l'identification des cibles font transparaître les dimensions sexo-spécifique des résultats à travers la mise en œuvre du projet. Dans sa mise en œuvre concrète, cette dimension a été suivie par l'équipe qui a mis en place un dispositif qui incluait non seulement des point focaux « filles » mais aussi des « monitrices », des « coachs femmes et filles » pour mieux atteindre cette cible importante constituée de jeunes filles dans les 18 communes. C'est ainsi qu'un nombre important de femmes et de filles se sont retrouvées dans toutes les équipes des ONG de mise en œuvre du projet. D'autres ont été identifiées comme bénéficiaires ou comme coachs de bénéficiaires directes. A ce niveau, le projet a fait des pas importants dans la recherche de la défense des droits des femmes et des jeunes filles.

Concernant la théorie du changement :

Elle fait allusion aux femmes, jeunes filles et hommes aux mêmes titres dans la logique de l'intervention. Elle insiste sur la nécessité de considérer la dimension sexo-spécifique pour avoir des résultats durables à la hauteur des ambitions. Pour ce faire, des moyens ont été mobilisés dans le projet pour mettre en pratique cette approche basée sur « People to People » favorisant une meilleure prise en compte des dynamiques sociales et le développement d'une ingénierie sociale dans la reconstruction des rapports de force entre les différents groupes sociaux.

Concernant le budget sensible au genre :

Le projet a prévu 50%⁸ des ressources allouées pour la promotion du genre (budget du projet). Dans le cadre de la mise en œuvre, environ 45%⁹ des ressources totales inscrites dans le budget ont été effectivement utilisés pour cette promotion du genre dans les différentes communes partenaires. Les activités menées visaient la réduction des inégalités hommes/femmes et l'autonomisation relative des femmes et des filles.

En termes de conclusions concernant cette partie, l'équipe d'évaluation trouve que le projet dans sa formulation et dans sa mise en œuvre a tenu compte de la dimension sexo-spécifique. Ceci constitue un atout important et permet d'affirmer que le projet est un projet « sensible au genre » si nous prenons en compte les critères majeurs à savoir : (i) la formulation des objectifs/résultats sensibles au genre et qui visent à réduire les

⁸ Source : PRODOC

⁹ Source : Suivi budgétaire du projet

inégalités sexo-spécifiques, (ii) les allocations budgétaires sensibles au genre permettant de mettre en œuvre des actions concrètes de réduction des inégalités entre sexes et (iii) la configuration des marqueurs genre selon les politiques publiques avec des indicateurs permettant de les mesurer.

Le projet a su répondre surtout aux deux premières exigences et à certains degrés à la troisième. Cependant, la faiblesse majeure du projet dans la sensibilité « genre » reste la faiblesse des indicateurs précis de mesure de performance des sexo-spécificités qui auraient pu faciliter la désagrégation à tous les niveaux des données de réalisations du projet.

3.5. Durabilité du projet

L'analyse de la durabilité ou pérennité du projet se fera à travers un processus interactif et participatif avec les bénéficiaires et les autres acteurs du projet et sera centrée sur la stratégie du projet.

Le choix des partenaires du consortium composés majoritairement d'ONG locales ayant un ancrage communautaire et de solides expériences dans la prévention, la gestion pacifique des conflits locaux, l'accompagnement et la promotion de la participation des jeunes dans la gouvernance locale a été l'approche appropriée qui a permis de renforcer l'appropriation nationale par les acteurs locaux eux-mêmes. Aussi, le processus de formulation et de mise en œuvre du projet qui a été placé sous l'autorité du Ministère de l'Unité nationale et de la citoyenneté avec la participation de plusieurs autres Départements ministériels a été l'un des facteurs clés de la réussite du projet.

Pour atteindre ces objectifs, le projet a mis un accent particulier sur le renforcement des capacités des jeunes à tous les niveaux à travers la formation, la sensibilisation, la mise en place des plateformes des jeunes pour la paix et le plaidoyer et coaching pour le positionnement des jeunes H/F aux instances de prise de décision au niveau local.

Cet exercice a favorisé dans certaines localités, une prise de conscience plus large pour faire de ces jeunes, de véritables acteurs de la paix et du développement local.

Ces jeunes à différents niveaux sont en train de se structurer en des Organisation de la Société Civile (OSC) de développement local et de promotion de la paix.

Des initiatives déjà existantes et appuyées même au niveau régional ont été consolidées. Il s'agit du Système d'alerte précoce et de la réponse rapide où les jeunes participent à la collecte, l'analyse et la remonté d'informations ou des alertes et développent des plans d'actions de réponses ou de la gestion des conflits latents identifiés au niveau local.

L'identification des jeunes modèles et le coaching d'autres jeunes ont contribué au développement des activités génératrices de revenus en faveur des jeunes dans divers secteurs et le leadership des jeunes pour occuper des fonctions de responsabilité au niveau local. Plusieurs récits de vie sur des jeunes indiquent que certains d'entre eux sont devenus grâce à cet accompagnement des Maires, Vices- Maires, Secrétaires généraux des Communes, présidents des démembrements de la CENI au niveau local ont été réalisés pour servir de modèles à d'autres jeunes.

Des cadres de concertation et de dialogue sont mis en place au niveau local et sont constitués des représentants de diverses entités sociales du pays. A Beyla, nous avons constaté la mise en place d'un Comité local de Développement au niveau de la Commune Urbaine avec une feuille de route et dont les membres sont reconnus par les autorités et les populations. Ces comités s'impliquent activement en collaboration avec les Jeunes Ambassadeurs dans la résolution des conflits locaux.

La plupart des jeunes formés sont des membres actifs des structures de la Société Civile, de l'administration déconcentrée et des services privés. L'enquête individuelle a montré d'ailleurs que la grande majorité des personnes formées ont une bonne maîtrise des connaissances acquises et ont pris conscience qu'ils peuvent devenir des agents de développement de leurs localités.

En termes de conclusion pour cette partie, l'équipe de l'évaluation peut affirmer que l'un des plus grands apports de ce projet est le changement des mentalités des jeunes sur les rôles et responsabilités qu'ils peuvent jouer dans l'arène politique. A cet effet, beaucoup de jeunes sont parvenus à briguer des mandats mais surtout certains d'entre eux ont pu non seulement se faire élire mais occupent des postes de responsabilités dans les Conseils communaux et dans les démembrements de la CENI (Maire, Vice -Maire, membres de Conseils, CEPI, CESPI). Ceci augure de bonnes perspectives dans les zones d'intervention du projet.

A titre de comparaison, la situation dans la « zone témoin » (Bafo) choisie pour l'évaluation se présente comme suit :

Exemple de la zone témoin (Préfecture de Boffa) pour illustrer ce qui se fait ailleurs

La préfecture de Boffa est une zone minière et agricole par excellence (plaines Makonda avec 9450 ha, de Tougnifili avec 2600 ha aménagé depuis 1970 par les Russes, de Coba avec 1900 ha aménagé par les chinois). Considérée autrefois par beaucoup d'acteurs comme un havre de paix, elle est confrontée ces derniers temps à des situations de tensions dues aux revendications sociales parfois violentes de la part de certains jeunes. Les principales causes des conflits ou de revendication sont dues au non-respect du contenu local, manque d'emploi des jeunes, inadéquation de l'emploi dans les Sociétés minières, les conflits domaniaux, la gestion des redevances minières et les questions de protection de l'environnement.

Sur 11 Sociétés minières annoncées par les Gouvernement, 05 sont déjà en activités à Boffa. Une récente étude menée par le PNUD sur les Communes de Convergence place la préfecture de Boffa parmi les localités à fort potentiels de conflits internes.

Pour répondre à cette situation préoccupante, les acteurs locaux de la Société civile et les Autorités ont mis en place des cadres de concertation et de dialogues avec l'appui de certains partenaires comme Search for Common Ground (SFCG), le Projet baïonnette intelligente de l'OGDH. Aussi le Projet de lutte contre la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent en Guinée, sur financement du PBF prévaut la mise en place de 05 Conseils locaux de Jeunes dans les préfectures de la région administrative de Boké dont Boffa.

Après entretien avec les principaux acteurs locaux notamment les représentants des Autorités communales et administratives, les plateformes des Associations de jeunes, les membres des Organisations de la Société, un certain nombre de constats se dégagent: (1) la présence d'autres acteurs évoluant dans le domaine de la préservation de la paix et du développement dont entre autre SFCG, OGDH (projet Baïonnettes intelligente), certaines Agences du SNU (projet Radicalisation et lutte contre l'extrémisme violents); (2) Existence de plusieurs organisations de la Société des Jeunes avec de faibles capacités en termes de mobilisation de ressources; (3) manque de cadre de concertation et de dialogue entre les jeunes; (4) Contrairement aux autres localités bénéficiaires du projet où les formations et sensibilisation ont créé un éveil de conscience chez les jeunes, nous avons constaté un sentiment d'impuissance chez les jeunes de la préfecture de Boffa face aux questions de participation des jeunes H/F aux instances de prise de décision et de leadership. Cependant des opportunités d'épanouissement pour leur participation au développement local sont énormes à cause de la présence des sociétés minières et certaines initiatives de soutien du Gouvernement à la localités (ANAFIC, initiatives présidentielles de protection de l'environnement mais malheureusement elles restent peu ou mal exploitées par les Jeunes); (5) Au niveau de la Commune Urbaine, sur 27 Conseillers Communaux, 2 seulement sont jeunes et les fonctions de décision sont en majorité occupées par les personnes ayant dépassé la soixantaine. Les Jeunes apparemment ne présentent aucune stratégie ou démarche pouvant leur permettre de se positionner dans les années futures aux instances de prise de décision ou de développer des activités économique (AGR) en vue de réduire leur dépendance financière.

Dans les zones du projet, quelques effets directs du changement sont perçus chez les jeunes conformément aux axes d'intervention du projet notamment dans le domaine de l'animation des plateformes de dialogue et de cadre de concertation mais aussi dans le leadership, l'entreprenariat, le coaching et la participation aux instances de prise de décision au niveau local.

Tableau récapitulatif de l'appréciation de la viabilité/durabilité du projet

Critères de viabilité / durabilité	Appréciations
Durabilité des résultats et impacts du projet	BON
Amplification des résultats et impacts du projet dans le temps	MOYEN
Viabilité institutionnelle, technique et financière à partir des partenariats développés et le renforcement des capacités réalisé	ASSEZ BON

IV. CONTRAINTES DE PERFORMANCE

Certains facteurs ont impacté négativement à la performance globale du projet dans sa mise en œuvre. Ce sont principalement :

4.1 Contraintes et difficultés institutionnelles

Il s'agit essentiellement de la faible appropriation du projet par les Autorités du Pays. L'ensemble des acteurs rencontrés reconnaissent que malgré les efforts fournis, les structures mises en place au niveau central pour apporter l'appui technique et les orientations stratégiques (Comité de pilotage, Comité technique, Comité d'analyse) n'ont pas fonctionné comme prévu. Cette situation s'est manifestée à travers la rareté des sessions du comité de pilotage, l'indisponibilité des membres des autres départements concernés et le manque d'accompagnement pour redynamiser le comité d'analyse dans la gestion des alertes faites par les moniteurs du système d'alerte précoce et de réponse rapide.

Les entretiens avec les responsables du ministère de l'Unité Nationale et la Citoyenneté ont fait ressortir le fait que malgré le nombre limité des rencontres du CoPil, « *plusieurs autres rencontres concernant le projet ont été organisées au bureau du Premier Ministre pour montrer toute l'importance que les autorités accordent à ce projet* » (Point focal du projet au MUNC)

Malgré la contrainte liée à la difficulté organisationnelle évoquée, l'équipe du projet avec le soutien des membres du consortium sous l'égide du chef de file (ACORD) et de l'équipe de PBF a pu s'adapter à la situation pour réaliser la mise en œuvre des actions.

4.2. Contraintes opérationnelles

Plusieurs initiatives novatrices sont identifiées mais elles sont peu accompagnées à ce jour comme les acteurs l'auraient souhaité. A titre d'exemples, il revient souvent dans les propos des jeunes dans toutes les communes visitées qu'après l'identification et la formation des Jeunes modèles et les jeunes à coacher, des plans d'affaires sont souvent élaborés mais le projet ne prévoyant pas de ressources financières pour soutenir ces initiatives, les initiatives restent sans suite de mise en application. Cette situation a entraîné un abandon chez certains jeunes tandis que d'autres ont persévéré sur la base des moyens propres dont ils disposent ou avec l'encadrement des jeunes modèles (pour ceux qui avaient pu développer des relations plus solides) pour atteindre leurs objectifs.

4.3. Autres contraintes

L'insuffisance de collaboration entre les partenaires du consortium avec les autres intervenants et la faible coordination sur le terrain n'ont pas permis de renforcer suffisamment la synergie d'actions, de diversifier les sources financement et de saisir les autres opportunités existantes en faveur des jeunes.

La limitation des zones d'intervention du projet aux centres urbains tandis que la plupart des conflits sont enregistrés dans les communes rurales du pays et la durée relativement courte du projet (18 mois) sont entre autres d'autres contraintes dont le projet a dû faire face.

V. BONNES PRATIQUES, ENSEIGNEMENTS TIRES

5.1. Par rapport à la participation des jeunes dans la consolidation de la paix et la gouvernance locale

A des degrés différents, les jeunes en général et les jeunes Ambassadeurs de la paix en particulier se constituent en associations ou ONG et mènent de démarches auprès des autorités compétentes pour obtenir des reconnaissances juridiques et légales en vue d'œuvrer comme des organisations de promotion de la paix et du développement. Certaines deviennent plus actives et opérationnelles en s'impliquant dans les activités de sensibilisation, de formation et médiation pour la gestion des conflits locaux.

Les formations reçues sur le plaidoyer/Lobbying et la participation des Jeunes aux instances de prise de décision au niveau local ont contribué à un éveil de conscience et une détermination au niveau des jeunes de participer activement au développement. Beaucoup de jeunes Ambassadeurs formés dans le projet deviennent des leaders et arrivent à occuper des fonctions de responsabilités au niveau local. Beaucoup de postes de responsabilité au niveau des conseillers communaux et des démembrements de la CENI sont occupés par les Jeunes formés ou jeunes modèles.

5.2. Identification des Jeunes modèles et coaching des Jeunes dans le cadre de l'entreprenariat et du leadership.

Cette pratique a entraîné une prise de conscience et une réorganisation en groupements d'intérêt économiques pour la réalisation d'activités génératrices de revenus en faveur de certains jeunes Hommes et Femmes notamment en haute Guinée. Cependant ces jeunes ont bénéficié d'un appui du projet pour l'élaboration des plans d'affaires mais faute de ressources, les initiatives ne sont pas accompagnées.

5.3. Synergie d'action entre les jeunes, les autorités et leaders d'opinions sur la conduite des actions de promotion de la paix au niveau local.

Dans plusieurs communes partenaires du projet, les jeunes se sont associées systématiquement aux leaders d'opinions pour agir et interagir sur les situations d'incivisme, de causes de conflits latents ou d'autres facteurs importants pour contribuer à la consolidation de la paix dans ces communes. De telles pratiques doivent être mises en exergue et servir d'exemples reproductibles dans d'autres localités.

5.4. la mise en places des organisations de jeunes qui s'autonomisent progressivement:

L'accompagnement du projet a suscité chez certains jeunes la volonté de mettre en place des organisations avec pour objectifs entre autre de continuer à consolider les acquis du projet à travers les actions initiées, de promouvoir l'insertion économique des jeunes, à la résolution des conflits locaux et à la cohésion sociale.

Les Jeunes de Siguiri, grâce aux appui du projet se sont organisés en une Association de jeunes Ambassadeurs de la paix (JAP) qui a non seulement pu avoir un local pour abriter son siège au sein de la Direction préfectorale de la Jeunesse mais aussi a assuré des cotisations individuelles mensuelles pour acheter une partie des équipements. En plus de ces réalisations, l'ONG vient d'obtenir le financement d'un projet qui permettra de consolider les acquis.

5.5. la méthodologie de projet.

Cette méthode basée sur l'approche people to people a permis de renforcer le système de réseautage des jeunes, la communication et la synergie d'action sur le terrain et fédérer le projet avec d'autres initiatives locales en terme de coaching et d'insertion socioéconomiques des jeunes au niveau communautaire et même de mobilisation des ressources.

Tableau synthétique de la performance du projet

La performance du projet a été appréciée selon les 5 critères conformément aux termes de référence annexés notée sur une échelle de 1 à 5 étoiles :

- Très performant : *****
- Performant : ****
- Plutôt performant : ***
- Peu performant : **
- Pas performant : *

Critères	Éléments d'appréciation	Performance	Justification
Pertinence	Conformité : Besoins /attentes des bénéficiaires ; orientations nationales ; stratégies PBF ; stratégies autres parties prenantes	*****	Les objectifs et les résultats ultimes visés par le projet sont de e civisme et de paix dont souffre ou pourrait souffrir le pays et les bénéficiaires (prévalence élevée des conflits sociaux, faiblesse du dialogue national, complications et handicap liés à l'insertion socio-économique des jeunes, incivisme, faible capacité d'intervention des acteurs, problématique de la prise en charge des jeunes, faible positionnement des jeunes dans les instances de décision diabète de l'enfant). Le projet est conforme aux orientations nationales du pays, s'inscrit dans les engagements internationaux et sous régionaux ; il est en adéquation avec les stratégies de l'PBF et avec celles des membres du consortium ainsi que celles des partenaires étatiques, de la société civile et des collectivités territoriales.
Efficacité	Atteintes des résultats ; Effets non attendus	*****	Toutes les activités planifiées pour atteindre les résultats ont été réalisées à hauteur de souhait dans un délai relativement court.
Efficience	Moyens mis en œuvre et réalisations, Respect du délai d'exécution des activités ; mécanisme de suivi	*****	Valorisation des ressources intellectuelles, financières, matérielles autour de ce projet ; renforcement de structures associant les jeunes et les professionnels de la promotion de la jeunesse à des échelles régionales et communales. Réalisation de toutes les activités planifiées dans les délais, Optimisation des coûts de réalisation des interventions par l'utilisation des ressources allouées. Grande capacité d'adaptation et d'anticipation avec les situations diverses des communes. Rapports périodiques fournis et détaillés avec une base de données.

Impact	Effets immédiats ; Effets long terme ; accès aux opportunités pour les jeunes	*****	Les effets immédiats du projet sur les bénéficiaires finaux et les partenaires de mise en œuvre sont très importants et ceux à long terme sont en cours de structuration. Le projet a permis l'inclusion de la lutte contre la marginalisation des jeunes dans certaines communes, la prise en compte des questions de la jeunesse dans les communes de façon plus visible. Organisation et renforcement des capacités de la société civile, des jeunes et de leurs organisations. Naissance de plusieurs organisations de jeunes dont les membres commencent à cotiser pour fonctionner. Le projet a changé profondément l'attitude « attentiste » de beaucoup de jeunes en présentant un impact très fort sur les rapports de forces même dans les regroupements politiques.
Viabilité/ Pérennité	Renforcement de capacité Partenariats développés	****	Renforcement des capacités des membres du consortium, organisations partenaires des jeunes. Renforcement des capacités institutionnelles, financières, gestionnaires et de plaidoyer, implication des collectivités, mise en place du coaching. La disponibilité des points focaux et des moniteurs dans les communes. Les supports didactiques et les outils de prévention des conflits développés par le projet peuvent permettre la poursuite des séances d'animations et d'éducation dans l'avenir.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

6.1. Conclusions

Sur la base d'une analyse exhaustive du contexte sociopolitique de la Guinée depuis ces 15 dernières années, les acteurs rencontrés au cours des enquêtes reconnaissent de façon unanime le bien fondé du projet d'Appui au renforcement des initiatives locales des jeunes pour la consolidation de la paix en Guinée. Ils abordent certaines causes profondes des conflits dans le pays dont entre autres :

- L'implication des jeunes H/F dans la prévention et gestion pacifique des conflits locaux,
- L'amélioration de la gouvernance locale à travers le renforcement des capacités des jeunes H/F et leur participation aux instances de prise de décision au niveau local,
- Le renforcement du leadership des jeunes hommes et Femmes au sein des communautés et dans plusieurs secteurs.

En conclusion, les différents critères analysés dans le cadre de cette évaluation indiquent :

- ☉ La pertinence de ce projet est évidente de même que sa cohérence aux politiques publiques, aux priorités nationales et aux besoins des en matière de préservation de la paix, de la gouvernance locale et de la prise en compte des problématiques de jeunes en Guinée ;
- ☉ Sa complémentarité à d'autres projets et programmes dans le pays et sa cohérence interne à travers sa théorie de changement,
- ☉ Son efficience avec le rapport coût efficacité assez élevé,
- ☉ Son efficacité avec un niveau de mise en œuvre des actions très élevé et qui a contribué à l'atteinte des objectifs de façon quantitative (l'aspect qualitatif en termes de changement est à consolider),
- ☉ Ses effets visibles sur les prestations des acteurs de terrain notamment des jeunes, leurs associations, les jeunes leaders et les équipes techniques mises en place pour gérer le dispositif de mise en œuvre,
- ☉ Sa viabilité institutionnelle et sociale, technique, politique qui sont à consolider.

En outre, le projet a permis à ce jour entre autres de :

- Redynamiser le système national d'alerte précoce et de réponse rapide à travers le recrutement et la formation de 23 Jeunes H/F moniteurs d'alerte pour la collecte des données sur le terrain et des Jeunes Ambassadeurs de la paix dans les 18 localités du projet.
- Favoriser le leadership des jeunes tout en les dotant d'outils et de méthodes pouvant leur permettre de se positionner au niveau des postes de prises de décision dans leurs localités. Cette option a eu des effets escomptés lors des élections internes des conseillers communaux et des démembrements de la CENI dans le pays avec plusieurs jeunes formés qui se sont fait élire dans les instances (Voir certains récits en annexes).

6.2. Recommandations.

Par rapport aux différents constats, voici les recommandations de l'équipe d'évaluation :

Pour les autorités de la Guinée :

- Mieux s'impliquer dans le pilotage des futures initiatives pour assurer le contrôle de qualité et la coordination nationale des actions d'un tel projet ;
- Mobiliser une contrepartie nationale en termes de financement pour donner plus d'élan à un tel projet dans le pays ;
- Contribuer à la capitalisation de cette expérience pour mieux consolider le contenu des orientations nationales en matière d'appui aux jeunes et de consolidation de la paix en Guinée ;
- Créer des conditions d'une meilleure collaboration entre les ministères pour aller vers des projets conjoints afin d'éviter des duplications des actions au niveau national. ;
- Accompagner le processus d'opérationnalisation d'un dispositif national d'alerte précoce et d'intervention rapide en Guinée en se basant sur des initiatives existantes notamment le Système d'Alerte de la CEDEAO et de WANEP.

Pour le PBF

- Poursuivre l'appui au consortium pour la consolidation des acquis et le renforcement du dispositif de façon à mieux valoriser les ressources humaines nationales. Il s'agit de poursuivre la mobilisation du financement même sous une autre forme pour permettre de consolider les acquis dont le retour à la paix tant recherchée. A cet effet, le produit de la capitalisation sera un outil important pour mobiliser les moyens nécessaires à la poursuite des actions.
- Contribuer efficacement à la mise à l'échelle des actions entreprises en collaborant avec les membres du consortium et les ministères de tutelle dans une optique de prise en compte des résultats dans l'amélioration des politiques publiques sectorielles mais aussi des stratégies nationales, y compris les futures générations du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

Pour les membres du consortium

- Renforcer la spécificité et la lisibilité des actions du projet dans le pays, qui semble se situer dans la « qualité » de renforcement des capacités dans les processus d'adoption des innovations sociales, politiques et culturelles liées à construction et à la consolidation de la paix en Guinée. A ce titre, il est important pour les membres du consortium de contribuer à la mobilisation

des partenaires dans le pays pour assurer la promotion et la consolidation des actions du projet ;

- Au plan stratégique, renforcer les alliances avec d'autres acteurs et réseaux et d'autres ONG spécialisées dans des secteurs économiques complémentaires pour donner plus d'ampleurs aux résultats du projet. Il s'agira de contribuer au financement des projets des jeunes au-delà de leur accompagnement pour l'élaboration des plans d'affaire par exemple pour éviter des frustrations dues à la non poursuite des ambitions suite au coaching réalisé par les jeunes leaders.

Pour l'ensemble des acteurs

- Poursuivre les actions du projet afin de renforcer les acquis en mettant l'accent sur les échanges entre les jeunes mais aussi et surtout sur la consolidation des relativement « jeunes » associations de jeunes qui sont en train de se mettre en place. A ce titre, un lien doit être établi entre les actions d'appui aux jeunes et la mobilisation des ressources internes à travers en partie le développement des filières agricoles et de l'Entreprenariat collectif et/ou individuel agricole ou non agricole des jeunes. Il sera dès lors pertinent de voir dans quelles conditions une partie des ressources pourrait dans l'avenir être mobilisée localement pour soutenir les champs d'expérimentation et de consolidation y compris l'assainissement et les arts à Conakry. Les apports des coopératives ou des Organisations Paysannes (OP) à vocation économique pourront être déterminants à ce niveau.
- Renforcer les capacités de suivi-évaluation-capitalisation des partenaires et d'autres acteurs nationaux impliqués, notamment sur la problématique de l'offre d'appui aux jeunes pour le développement des innovations sociales et politiques dans le cadre des actions de construction et de consolidation de la paix.

ANNEXES

Annexe 1 : Quelques récits de vie des jeunes bénéficiaires des actions du projet

Annexe 2 : Calendrier des missions de l'équipe d'évaluation

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 4 : Quelques photos de l'évaluation

Annexe 1 : Quelques récits de vie des jeunes

HISTOIRES DE SUCCES

Françoise LAMAH, femme de 33 ans participante à la formation des formateurs

Madame **Françoise LAMAH** est à la fois présidente de la commission électorale préfectorale indépendante de N'zérékoré et leader des femmes dans sa communauté. Les conflits font partie de son quotidien aussi bien sur le plan professionnel que personnel. C'est la raison qui l'a poussé à participer à la formation des formateurs des jeunes et des femmes sur l'analyse des conflits, les mécanismes de gouvernance locale et la citoyenneté.

Les séances de formation et les principes qui y étaient partagées ont complètement changé sa manière et son comportement dans la communauté et face à un conflit : « ***il faut chercher à savoir les causes d'un problème, une fois trouvées leur résolution ne pose plus de grosses difficultés*** » explique-t-elle. Consciente de l'importance que ce principe pourrait avoir au niveau de la communauté, elle a décidé de le partager en véhiculant comme message que la cohésion sociale part au sein même d'une famille sereine. Pour ce faire, elle a formé successivement les jeunes de N'zérékoré et de Lola afin de les inculquer des valeurs de la paix données par le consortium ACORD WANEP et RAJGUI.

Au niveau de ses collaborateurs, elle a formé cinq (5) membres de la commission préfectorale indépendante de N'zérékoré sur les mécanismes locaux de prévention, gestion et résolution des conflits. Depuis, beaucoup de citoyens ont regagné confiance en eux et les approchent toujours pour aider à résoudre directement leurs conflits.

Elle ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, elle va faire la même chose avec les cadres de l'administration au niveau local pour multiplier les résultats.

Par ailleurs, suite à sa participation à la formation des formateurs sur l'analyse des conflits, les mécanismes de gouvernance locale et la citoyenneté, elle a postulé et a été sélectionnée pour devenir membre de la synergie communale des acteurs de paix (SYCAP) structure chargée de la médiation communautaire en Guinée.

Philippe LOUA, jeune formé à Yomou

Monsieur Philippe, jeune de 29 ans est un ancien activiste de Yomou, il exerce actuellement en tant qu'animateur communautaire et président de la jeunesse communale. Il affirme que les formations ont complètement fait de lui un artisan de paix. « ***Je fus un militant, un gréviste, quelqu'un de brutal et qui revendique par la violence, maintenant je suis dévoué à la paix*** ». Pour montrer son dévouement, Philippe a initié une association dans la commune urbaine de Yomou dénommée « Jeunes, Paix et Entente pour promouvoir la justice sociale ». Cette association s'investit dans la médiation communautaire à travers les mécanismes locaux de prévention/résolution pacifique des conflits. Les « Pactes » traditionnels de non – agression, les cousinages à plaisanterie, l'arbre à palabre, la médiation, le rôle des leaders religieux et chefs traditionnels.

Son objectif consiste à donner à la société les anciennes valeurs traditionnelles où l'entraide était primordiale et où les conflits se résolvait directement au niveau de la communauté (conseils des sages) sans l'intervention de la justice moderne. Pour atteindre cet objectif, il va faire des partages de connaissances avec les notables de chaque petit village pour en faire des acteurs de paix comme lui afin qu'ils soient capables de résoudre des conflits au niveau de leur localité. Il prévoit aussi de faire une sensibilisation des jeunes à la culture de la paix afin que ceux-ci puissent être engagés dans l'instauration d'un processus de paix durable. Les autorités administratives ne seront pas en reste puisqu'il va aussi les former aux principes de la bonne gouvernance locale et la citoyenneté afin de réduire l'écart entre eux et la population et faire renaître la confiance.

Sa vision se traduit par une communauté sans violence où les différences peuvent être des sources de changement car *« il y a d'autres manières de revendiquer sans forcément recourir à la violence »*

Succès story à Yomou

Je m'appelle Michel Kpoghomou, étudiant diplômé en sociologie, jeune de 26 ans. Pour commencer, je dis remercie le consortium à travers son Projet qui implique les jeunes à la quête de la paix et la cohésion sociale. Nous pouvons dire que grâce à ce projet nous avons désormais des ambassadeurs de paix dans notre commune qui arrivent à résoudre les conflits entre les agriculteurs et éleveurs, entre communautés, entre familles et aussi entre les individus.

Nous avons désormais un modèle de personne (ambassadeurs de la paix) dont les gens peuvent se référer pour entreprendre des actions de la paix. Ce qui m'a beaucoup plu, on commence à remarquer un changement de mentalité chez les jeunes. Je peux dire ce que le projet nous apporte est bien plus que l'argent ; je vois dans la réalisation des activités surtout la formation et les séances de sensibilisation, un aspect d'éducation citoyenne. Surtout les table-rondes et les spots sont très importants à mon avis on entend que des messages de paix, de pardon, de tolérance, du vivre ensemble pour renforcer la cohésion sociale.

Moi, je demande au projet de continuer avec les activités de sensibilisation des jeunes à la culture de la paix et amener des actions de plaidoyer pour leur participation effective dans les instances de prise de décisions.

Témoignages de quelques bénéficiaires du projet :

Mamadi DIAWARA, président de la jeunesse de Kouroussa déclare que « La paix est entre nous-mêmes. La volonté de tout un chacun, l'acceptation, la cohabitation etc. sont les quelques éléments qui concourent pour avoir la paix. ». Le moniteur de Kankan a dit à son tour que

« La paix doit provenir de nous-mêmes car quand nous vivons ensemble, ça signifie que nous vivons dans une cohésion pacifique et par conséquent nous avons l'amour du prochain. C'est dans ce sens que nous pouvons trouver la paix et le développement durable » il poursuivi pour conclure en disant que « Notre pays a besoin de paix pour assurer son développement et offrir

les perspectives d'épanouissement à la population et particulièrement aux jeunes. La construction de cette paix a besoin de la participation de tous et donc des leaders de jeunesse ».

Le coaching qui est une technique d'accompagnement a permis aux jeunes coachés de prendre conscience de leur potentiel de réussite, de le développer, et d'être poussée à agir dans le sens de l'atteinte de leurs objectifs qu'ils soient personnels ou professionnels.

Cohésion sociale des jeunes : de la méfiance à la confiance

Les mécanismes de dialogues et de concertation ont servi à ces jeunes de trait d'union et d'espace de rencontre en faveur de leur réconciliation. *« Nous avons appris à vivre ensemble, malgré nos divergences. Aujourd'hui, nous sommes unis comme les membres d'une même famille. Les barrières liées à nos provenances politiques, ethniques et religieuses ont été brisées. Au départ, certains jeunes affiliés aux partis politiques rivaux ou ayant des croyances religieuses opposées se regardaient en chiens de faïence. Ils se lançaient des mots désobligeants et les clivages ethniques étaient perceptibles »*, témoigne spontanément Martine HABA l'une des jeunes bénéficiaires du projet.

Camara, président de la SYCAP de Macenta a encadré des jeunes vulnérables lors de *la sensibilisation à la cohésion sociale opérée à Macenta* entre les jeunes de la mouvance et de l'opposition, Il a remarqué beaucoup de bonnes choses qui lui font espérer que l'on va parvenir à consolider la paix de façon durable entre les jeunes des partis politiques. *« Suite à la sensibilisation à la communication non violente, à la cohabitation et à la résolution pacifique des conflits, les jeunes sont, petit à petit, devenus bons amis. Ils ont effacé les maux du passé, qui les divisent, pour s'ouvrir sur l'avenir qui les unit. Durant ces séances de sensibilisation, les adultes qui regardaient ces jeunes travailler ensemble, ont commencé à se dire, ah ! Finalement c'est possible ! »*.

Toujours au chômage, à 29 ans, Aicha peut dire que grâce au projet elle revient de de loin. *« J'étais désœuvrée et passais mon temps sur la route dans des attroupements de jeunes, raconte-t-elle. Après avoir bénéficié du projet, elle a réalisé qu'un changement s'est opéré dans sa vie. « Aujourd'hui quand je fais le bilan de mon travail, je me sens fière d'avoir participé à cette initiative et d'avoir contribué à conscientiser des jeunes acteurs de violence dans ma commune »*.

De plus, ils ont été sensibilisés et formés à la culture de la paix et beaucoup d'entre eux ont été initiés à la Communication sur les Changements de Comportement, ce qui fait d'eux des vecteurs et atouts considérables pour atténuer dans l'immédiat les actes de violences, voire les arrêter définitivement à moyen terme et, également pour instaurer durablement des relations harmonieuses intra et intercommunautaires dans la zone du projet.

Annexe 2: Chronogramme des Missions terrain pour la collecte des données sur le terrain en Guinée

N°	Localités	Actions à mener	Chronogramme														Entités et/ou Structures rencontrées	
			Septembre 2019										Octobre 2019					
			21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	02	03	04	08		09
1	Siguiri	Consultations (Individuels , focus groupes)																<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Unité et de la citoyenneté, • Membres du comité d'analyse, • Secrétariat Permanent du PBF en Guinée, • Autorités administratives préfectorales et/ou régionales, • Autorités communales, • Directeurs préfectoraux de la jeunesse, • Partenaires Financiers, • ONG, OSC, • Plateformes des jeunes et de femmes, • Moniteurs et Points focaux du projet, • Cadres de dialogues et concertation, Membres des infrastructures sociales de paix, • Jeunes Ambassadeurs de la paix, • Associations et réseaux de femmes, bénéficiaires du projet.
2	Kouroussa	Consultations (Individuels , focus groupes)																
3	Kankan	Consultations (Individuels , focus groupes)																
4	Beyla	Consultations (Individuels , focus groupes)																
5	Macenta	Consultations (Individuels , focus groupes)																
6	N'Zérékoré	Consultations (Individuels , focus groupes)																
7	Kissidougou	Consultations (Individuels , focus groupes)																
8	Faranah	Consultations (Individuels , focus groupes)																
9	Ratoma	Consultations (Individuels , focus groupes)																
10	Matoto	Consultations (Individuels , focus groupes)																
11	Kaloum	Consultations (Individuels , focus groupes)																
12	Ratoma	Consultations (Individuels , focus groupes)																
13	Dixinn	Consultations (Individuels , focus groupes)																
14	Boffa	Consultations (Individuels , focus groupes)																

Annexe 3 : Liste des acteurs rencontrés lors de la collecte des données sur le terrain

Liste des participants à la réunion de cadrage du 07 Septembre 2019 - Hôtel Riviera Royal

N°	Prénoms et Noms	Structures	Provenance	Fonctions/Titre	Contacts
1	Macky BAH	ACORD – Guinée	Conakry	Directeur Pays	(+224) 662694104
2	Dr Abdoulaye DIALLO	RAJ-GUI	Conakry	Président du C.A	(+224) 628375599
3	François Fadoua TOLNO	WANEP – Guinée	Conakry	Coordinateur National	
4	Kaman KOULEMOU	ACORD – Guinée	Conakry	Chef de Projet du Consortium	(+224) 623559545
5	Mamadou GOITA	Cabinet IRPAD - Afrique	Mali	Consultant international, IRPAD	(+223) 76023945
6	Dr Karamo CHERIF	Cabinet IRPAD - Afrique	Conakry	Consultant national - Guinée	(+224) 622 59 35 95
7	Boubacar Mansaré	WANEP	Matoto	Moniteur Terrain	(+224) 622 68 96 52
8	Mamady Mansaré	WANEP	Kissidougou	Moniteur	(+224) 621 95 18 74
9	Thierno Souleymane Diallo	MJEJ	Conakry	Point Focal	(+224) 628 99 24 22
10	Mohamed M'mah Sylla	MUNC	Conakry	Point Focal	(+224) 622 22 86 57
11	Kabinet Keita	RAJ-GUI	Kankan	Moniteur	(+224) 628 73 41 11
12	Mamoudou Keita	RAJ-GUI	Siguiri	Moniteur	(+224) 621 03 15 99
13	Aly Diabaté	WANEP	N'Zérékoré	Moniteur	(+224) 620 42 57 34
14	M'Balia Fofana	WANEP	Faranah	Monitrice	(+224) 624 91 65 09
15	Mariame Demba Camara	WANEP	Matam	Monitrice	(+224) 620 03 89 86
16	Fatoumata Titine Somparé	WANEP	Kaloum	Monitrice	(+224) 622 25 49 24
17	Kerfala Keita	WANEP	Yomou	Moniteur	(+224) 622 45 82 24
18	Aissatou Baldé	WANEP	Kankan	Monitrice	(+224) 622 95 34 90
19	Aissatou Diallo	WANEP	Dinguiraye	Monitrice	(+224) 628 97 07 13
20	Antoine Faya Kamano	WANEP	Gueckédou	Moniteur	(+224) 622 56 14 74
21	Tokpa Gbamou	WANEP	Lola	Moniteur	(+224) 622 97 69 14
22	Aboubacar Diawara	WANEP	Kouroussa	Moniteur	(+224) 621 32 02 02
23	Robert Sâa Iffono	WANEP	Dixinn	Moniteur	(+224) 620 06 09 58

Liste des Participants lors des rencontres avec les Acteurs locaux dans la **Préfecture de Siguiri: 21Septembre 2019**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
24	Mamadou Keita	Siguiri	Moniteur WANEP	(+224) 621 03 15 99
25	Moussa Kanté	Siguiri	Jeune Ambassadeur de la Paix (JAP)	(+224) 628 49 92 33
26	Lanciné Condé	Siguiri	Jeune Ambassadeur de la Paix (JAP)	-
27	Makoura Baldé	Siguiri	Jeune Ambassadeur de la Paix (JAP)	(+224) 622 15 91 17
28	Sidiki Sylla	Siguiri	Jeune Ambassadeur de la Paix (JAP)	(+224) 622 13 24 05
29	Lansana Dumbouya	Siguiri	Animateur RAJGUI	-
30	Abdoulaye Komah	Siguiri	Point focal RAJGUI	(+224) 628 43 32 45
31	Cheick Mohamed Bayo	Siguiri	Jeunes	(+224) 622 27 57 95
32	Issa Magassouba	Siguiri	JA	(+224) 622 34 97 53
33	Nanamoudou Mariame Magassouba	Siguiri	Jeunes Modèle	(+224) 622 25 10 56
34	Tènin Diakité	Siguiri	Jeune Modèle	-
35	Toumany Kouyaté	Siguiri	JAP	(+224) 622 56 28 38
36	Saran Condé	Siguiri	JAP	(+224) 628 22 21 78
37	Salifou Condé	Siguiri	Jeune Modèle	(+224) 628 10 47 49
38	Siré Maka Sandouno	Siguiri	Animatrice RAJGUI	(+224) 626 26 81 14

Liste des Participants lors des rencontres avec les Acteurs locaux dans la **Préfecture de Kouroussa : 22 Septembre 2019**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
39	Mamady I Condé	Kouroussa	Maire de Commune Urbaine	(+224) 628 27 05 60
40	Ibrahima Sory Condé	Kouroussa	Vice Maire de la Commune Urbaine	-
41	Keita Tèningbè	Kouroussa	Jeune Modèle	(+224) 622 09 24 73
42	Lanciné Kouyaté	Kouroussa	Jeune Modèle	(+224) 622 02 53 12
43	Oumar Keita	Kouroussa	Président Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 47 09 75
44	Moussa Sangaré	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 30 39 07
45	Kourouma Aly	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 622 50 60 89
46	Mohamed Chaya	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 72 15 26
47	Solo Camara	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 621 88 94 55
48	Samba Diallo	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 09 13 62
49	Ousmane Condé	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 89 04 30
50	Yaya Keita	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 621 79 48 53
51	Fodé Camara	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 05 40 05
52	Sékou Keita	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 75 10 43
53	Keita Ibrahima Sory	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 622 54 51 98
54	Jeannette Sandouno	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 24 91 72
55	Doussou Traoré	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 48 51 62
56	Nanfadima Traoré	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 625 33 34 35
57	Aminata Condé	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 22 69 32
58	Bamba Béréké	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 42 58 00
59	Aboubacar Diawara	Kouroussa	Moniteur WANEP	(+224) 621 32 02 02
60	Sidiki Condé	Kouroussa	Point Focal RAJGUI	(+224) 628 42 75 96
61	Koulako Kourouma	Kouroussa	Jeunes Ambassadeur de la Paix	(+224) 622 14 41 59
62	Lancei Blindé Traoré	Kouroussa	Président Plateforme	(+224) 622 16 47 82

Rencontre avec les Acteurs locaux (Autorités régionales et Communales, OSC, Jeunes Ambassadeurs) à Kankan : 23 Septembre 2019

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
63		Kankan	Gouverneur de la Région Administrative de Kankan	
64		Kankan	Secrétaire Général des Collectivités décentralisées	
65	Kaba	Kankan	1er Vice Maire de la Commune Urbaine de Kankan	(+224) 625 05 05 95
66	Laye Camara	Kankan	Secrétaire Général de la Commune Urbaine de Kankan	(+224) 622 43 48 87
67	Bintou Mady Kaba	Kankan	Jeune Modèle et Président d'ONG	(+224) 628 27 26 88
68	Alphonse Yombouno	Kankan	Président de l'ONG ADAC	(+224) 620 43 82 67
69	Koulako CAMARA	Kankan	Jeune Coaché	(+224) 624 41 19 34
70	Aissatou BALDE	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 95 34 90
71	Véronique Vilgué Koévogui	Kankan	Plateforme	(+224) 622 13 27 62
72	Mohamed I DIALLO	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 628 84 02 06
73	Sia MARA	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 620 21 28 37
74	Mohamed Lamine CAMARA	Kankan	Jeune Modèle	(+224) 622 30 37 56
75	Adama CONDE	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 50 71 88
76	Abdourahamane KABA	Kankan	Société Civile	(+224) 628 36 04 99
77	Mohamed KEITA	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 41 31 52
78	Ousmane KONATE	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 15 73 01
79	Ousmane KABA	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 628 12 39 11
80	Kaba DIABY	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 628 34 98 26
81	Ousmane DIALLO	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 87 84 41
82	Ousmane KEITA	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 628 46 85 73
83	Fanta CAMARA	Kankan	Jeu(+224) ne Ambassadeur	(+224) 628 46 85 73
84	Nagnouma SIDIBE	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 628 31 62 60
85	Fama KOUROUMA	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 28 37 72
86	Fatoumata SIDIBE	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 623 36 88 23
87	Clarisse Koévogui	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 623 58 40 21
88	Kadiatou CAMARA	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 620 23 35 08
89	Sékou Kaissa CISSE	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 628 79 40 42
90	Lamine DIALLO	Kankan	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 13 34 84

Rencontre avec les Autorités et Acteurs locaux de la Préfecture de Beyla: 24 Septembre 2019.

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
91				
92	Mohamed Lamine Cissé	Beyla	Préfet de Beyla	(+224) 621 70 70 74
93	Fodé Traoré	Beyla	Secrétaire Général de la Préfecture de Beyla	(+224) 622 47 70 38
94	Marc Bongono	Beyla	Moniteur WANEP	
95	Mohamed Sidy Sy	Beyla	Moniteur WANEP,	(+224) 622 15 50 83
96	Aboubacar Sidiki	Beyla	SYCAP	(+224) 622 17 14 94
97	Pascal Tamba	Beyla	Operateur	(+224) 622 11 60 36
98	Facely	Beyla	AJVDC	(+224) 621 52 36 21
99	Mamady	Beyla	AASCAGE GUINEE	(+224) 621 61 82 58
101	Aly Kamissa	Beyla	AJVDC	(+224) 628 72 08 98
102	Alhassane	Beyla	AHSASE GUINEE	(+224) 626 57 45 36
103	Mory	Beyla	AHSASE GUINEE	(+224) 622 90 88 57
104	Fanta	Beyla	RAJGUI	(+224) 622 83 46 17
105	Ansoumane	Beyla	AJVDC	(+224) 622 45 56 72
106	Mohamed Fanon	Beyla	REJAP	(+224) 622 63 11 68
107	Mougnè	Beyla	REJAP	(+224) 628 41 49 02
108	Kagbè	Beyla	REJAP	(+224) 622 69 70 36
109	Wido	Beyla	REJAP	(+224) 629 04 18 93
110	Lanciné Saran	Beyla	REJAP	(+224) 655 90 66 37
111	Abdoulaye	Beyla	REJAP	(+224) 620 00 15 40
112	Lansana	Beyla	REJAP	(+224) 622 13 04 06
112	Mafeti	Beyla	REJAP	(+224) 622 10 09 17

Rencontre avec les Acteurs locaux (Autorités administratives régionales et Communales, OSC, Jeunes Ambassadeurs) à **Macenta : 25 Septembre 2019**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
113	Gneneco Guilavogui	Macenta	Maire de la Commune Urbaine de Macenta	(+224) 623 83 78 76
114	El Hadj Billy Fakouma Sidimé	Macenta	Secrétaire Général des Affaires Administratives Macenta	(+224) 628 40 0505
115	El Hadj Mohamed Diakité	Macenta	Secrétaire Général des Collectivités décentralisées	(+224) 628 12 10 36
116	Honorable Pepe TOUPOU	Macenta	Député Uninominal de Macenta	(+224) 622 35 23 45
117	Toupou KOIKOI	Macenta	Président du Conseil Préfectoral de la Société Civile - Macenta	(+224) 622 26 42 85
118	El Hadj Sékouba Camara	Macenta	Président du Comité de Développement local- membre SYCAP	(+224) 621 12 67 88
119	Jean Paul	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 623 37 37 95
120	Kabélé	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 623 11 74 91
121	Bakary	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 620 63 88 63
122	Akoi II	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 628 84 78 07
123	Mohamed	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 628 84 78 07
124	Mamadi I	Macenta	Auditeur libre	(+224) 620 34 98 25
125	Cathérine Sawo	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 624 36 38 24
126	Lansana Kadjaly	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 622 612 182
127	Moussa Fanoun	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 622 28 62 92
128	Sayon Joseph	Macenta	Point Focal WANEP	(+224) 620 57 82 01
129	Cécile	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 625 19 53 64
130	Elhadj Sekouba	Macenta	Superviseur SYCAP	(+224) 621 12 67 88
131	Kolignan	Macenta	SYCAP/CU	(+224) 626 34 12 19
132	Moussa	Macenta	Acteur Société Civile	(+224) 620 45 36 89

Rencontre avec les Acteurs locaux (Autorités administratives régionales et Communales, OSC, Jeunes Ambassadeurs) à N'Zérékoré: 26 Septembre 2019

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
133	Sory Sanoh	N'Zéréékoré	Préfet de N'Zéréékoré	(+224) 622 31 51 30
134	Amara Kaba	N'Zéréékoré	Secrétaire Général des Affaires Administratives de N'Zéréékoré	(+224) 620 35 58 58
135	Stéphane Aimé Mansaré	N'Zéréékoré	Chef de Bureau du PNUD à N'Zéréékoré	(+224) 628 34 20 29
136	Aly Diakité	N'Zéréékoré	Point Focal RAJGUI	(+224) 620 42 57 34
137	Bangaly Bayo	N'Zéréékoré	1er Vice Maire de la Commune Urbaine de N'Zéréékoré	(+224) 628 01 85 62
138	Mathieu	N'Zéréékoré	Président du Conseil Préfectoral de la Société Civile de n'Zéréékoré	(+224) 628 3659 44
139	Vincent Kerema Gbilimou	N'Zéréékoré	Coordinateur Technique CP-OSC	(+224) 628 11 56 05
140	Guémy Gonlégué	N'Zéréékoré	Ex. Point Focal PBF - N'Zéréékoré	(+224) 621 05 98 62
141	Tamba Tonguino	N'Zéréékoré	Président de la plateforme de Jeunes	(+224) 622 25 06 90
142	Amadou Kourouma	N'Zéréékoré	ONG Solidarité, membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 628 66 01 36
143	Mara Elisabeth	N'Zéréékoré	Membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 624 65 14 14
144	Aminata Millimouno	N'Zéréékoré	ONG RAFEC, membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 624 86 72 72
145	Etienne Kpoghomou	N'Zéréékoré	Zaly théâtre, membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 622 74 01 84
146	Germaine Koévogui	N'Zéréékoré	ONG ADDAD, membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 627 74 62 38
147	Doubani Keita	N'Zéréékoré	Membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 628 60 00 54
148	Mamady Kourouma	N'Zéréékoré	Membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 620 65 13 13
149	Mamady Fanta Condé	N'Zéréékoré	Membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 622 70 97 55
150	Mohamed Traoré	N'Zéréékoré	Membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 622 36 91 56
151	Mamady 3 Oularé	N'Zéréékoré	Membre de la plateforme de Jeunes	(+224) 628 54 17 87

Rencontre avec les Acteurs locaux (Autorités administratives régionales et Communales, OSC, Jeunes Ambassadeurs) à **Kissidougou: 28 Septembre 2019**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
152	Yomba Sanoh	Kissidougou	Maire de Commune Urbaine de Kissidougou	(+224) 628 55 19 69
153	Fanta Mady Camara	Kissidougou	Président de la CEPI de Kissidougou	(+224) 622 79 03 18
154	Moussa Diawara	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 01 13 34
155	Koumba Hélène Millimouno	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 622 61 74 41
156	Yawa Maguette Millimouno	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 627 44 51 76
157	Yomba Léno	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 623 94 77 16
158	Rose Dansa Kamano	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 623 36 85 28
159	Mohamed Mara	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 628 16 99 17
160	Yaya Sylla	Kissidougou	CECOJE/RAJGUI, Président EEA, Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 620 00 69 29
161	Kamano Faya Karifa	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 656 76 43 10
162	Saa Antoine Tolno	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 620 60 48 27
163	Maimouna SOW	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 96 26 40
164	Rosaline Kamano	Kissidougou	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 01 83 25

Rencontre avec les Acteurs locaux (Autorités administratives régionales et Communales, OSC, Jeunes Ambassadeurs) à **Faranah: 30 Octobre 2019**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
165	Mohamed Oularé	Faranah	Secrétaire Général des Collectivités de la Préfecture de Faranah	(+224) 622 06 51 16
166	Fodé Saloum Samoura	Faranah	Secrétaire Général de la Commune Urbaine de Faranah	(+224) 628 84 75 25
167	Mohamed Ténèmba Oularé	Faranah	Président du Conseil Préfectoral de la Société Civile	(+224) 622 16 58 04
168	Sory Diawara	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 93 37 05
169	Bintou Mara	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 622 69 55 74
170	Julienne Gonomy	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 628 36 21 36
171	Balla Camara	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	-
172	Lanciné Camara	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 56 23 91
173	Daloba Camara	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 625 20 03 72
174	Hawa Condé	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 622 92 28 23
175	Gnakoye Sivogui	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 84 80 28
176	Saratou Condé	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 623 11 93 41
177	Mafèrèn Oularé	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	-
178	Hawa Oularé	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 622 48 28 23
179	Dansa Samoura	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 622 81 59 03
180	Djibril Kandé	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	-
181	Ibrahima Kalil Gnalén Samoura	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 17 8 704
182	Sory II Keita	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	-
183	Aboubacar Condé	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	-
184	Seny Samoura	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	-
185	Moustapha Kourouma	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 623 31 09 96
186	Mohamed Diawara	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	-
187	Fanta Sayon Oularé	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 622 58 48 95
188	Ibrahima Touré	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 622 60 94 71
189	Salifou Camara	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 68 10 20
190	Sékou Saran Traoré	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 621 54 59 92
191	Mohamed Fanta Kourouma	Faranah	Jeunes Ambassadeurs de la Paix	(+224) 624 47 17 48

Rencontre avec les Jeunes Ambassadeurs de la paix de la Commune Urbaine de **Matoto** : 03 Octobre 2019

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
192	Mohamed DAFPE	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 666 29 05 78
193	Aissata SANOH	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 621 26 51 77
194	Makhissa CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 626 86 31 93
195	Maimouna Sona BALDE	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 86 02 39
196	Sayon Damba CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 73 44 47
197	Kadiatou BAH	CU-Matoto	RAJGUI	(+224) 625 29 12 60
198	Naby Laye Youssouf CISSE	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 625 21 23 79
199	Thierno Sounounou BALDE	CU-Matoto	RAJGUI	(+224) 622 79 19 63
200	Sékou Sounounou TOURE	CU-Matoto	RAJGUI	(+224) 664 35 83 41
201	Oumar DIALLO	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 52 02 16
202	Abdoul Aziz DIALLO	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 625 74 54 04
203	Mamoudou Yaya KEITA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 662 25 45 50
204	Aboubacar TOURE	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 662 00 32 60
205	Fodé CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 55 04 30
206	Abdoulaye CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 662 72 11 09
207	Boubacar Djaita DIALLO	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 80 08 89
208	Thierno Aliou LY	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 664 83 49 08
209	Hawa DOUMBOUYA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 628 25 00 92
210	Soriba CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 623 53 79 14
211	Aminata DOUMBOUYA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 28 66 23
212	Lamine BANGOURA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 627 59 62 28
213	Amadou CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 662 67 36 75
214	Rose TOLNO	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 621 11 09 26
215	Saliou OULARE	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 53 85 79
216	Mohamed Salif DOUMBOUYA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 626 93 09 97
217	Mariam SANE	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 621 13 29 21
218	Aissata CISSE	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 623 21 70 47
219	Abdourahamane SYLLA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 620 66 37 28
220	Fatoumata CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 627 46 55 48
221	Djenabou CAMARA	CU-Matoto	Jeune Ambassadeur de la Paix	(+224) 622 20 70 60

Rencontre avec les Jeunes Ambassadeurs de la paix de la Commune Urbaine de Ratoma: 03 Octobre 2019

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
222	M'bemba Déenko CONDE	Ratoma	WAREAH	(+224) 628 33 41 77
223	Aly SACKO	Ratoma	SIMBAYA-GARE	(+224) 621 63 45 14
224	Elizabeth MAMADOUNO	Ratoma	KEITAYA	(+224) 664 64 78 04
225	Amadou Dona CONTE	Ratoma	KIPE	(+224) 628 06 27 49
226	Elhadj Mamadou SYLLA	Ratoma	KOLOMA	(+224) 622 635 391
227	Pascaline YOMALO	Ratoma	YEMBEYA	(+224) 620 05 36 81
228	Marie OUENDENO	Ratoma	SIMBAYA-GARE	(+224) 622 30 26 45
229	Aziz SOW	Ratoma	SONFONIA	(+224) 620 11 66 47
230	Roger Césaire GUEMOU	Ratoma	KIPE	(+224) 628 65 70 02
231	Tamba Jean TOLNO	Ratoma	KIPE	(+224) 620 16 18 27
232	Yakhoubba Kobelé SYLLA	Ratoma	WAREAH	(+224) 628 80 73 90
233	Thierno Amadou DIALLO	Ratoma	KOLOMA 1	(+224) 628 70 43 86
234	Alimou DIALLO	Ratoma	KOLOMA 1	(+224) 622 95 96 99
235	Thierno Daouda BAH	Ratoma	KOLOMA 1	(+224) 626 02 51 98
236	Thierno Madjou DIALLO	Ratoma	KOLOMA 1	(+224) 660 73 88 10
237	Mamadou Atimou 1 BARRY	Ratoma	KOLOMA 1	(+224) 621 42 42 27
238	Mamadou Saidou BARRY	Ratoma	HAMDANLAYE	(+224) 628 08 40 84
239	Saidou KEITA	Ratoma	SONFONIA	(+224) 621 16 35 40
241	Alseny DIAKITE	Ratoma	SONFONIA-GARE	(+224) 622 76 15 72
242	Fatoumata KEITA	Ratoma	KOLOMA SOLOYI	(+224) 655 56 24 54
243	Moussa BANGOURA	Ratoma	KOLOMA SOLOPI	(+224) 662 37 92 44
244	Abdoulaye DIALLO	Ratoma	KOLOMA SOLOPI	(+224) 620 75 55 04
245	Mohamed Bangaly CAMARA	Ratoma	KOLOMA SOLOPI	(+224) 621 09 28 52
246	Rouguiatou Kader FAYE	Ratoma	KIPE	(+224) 620 88 13 88
247	Mamadou Alpha TOUNKARA	Ratoma	KOLOMA 2	(+224) 620 58 91 36
248	Kadiatou DIALLO	Ratoma	RATOMA WANINDA	(+224) 622 18 67 22
249	Bakary TRAORE	Ratoma	RATOMA KOLOMA	(+224) 622 06 21 99
250	Sirado DIALLO	Ratoma	RATOMA KOLOMA 2	(+224) 622 11 46 70
251	Mamadou Thiam SOUMAH	Ratoma	RATOMA LAMBANDJI	(+224) 621 30 57 26
252	Salematou DIALLO	Ratoma	RATOMA KOLOMA	(+224) 621 99 62 99
253	Djenabou DIALLO	Ratoma	RATOMA KAPE	(+224) 628 74 99 62
254	Laouratou DIALLO	Ratoma	TAOUYAH	(+224) 621 00 64 14

Rencontre avec les Jeunes Ambassadeurs de la paix de la Commune Urbaine de MATAM: 03 Octobre 2019

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
255	Mamadou GOITA	Matam	CONSULTAT	(+223)760 239 45
256	Roger Césaire	Matam	POINT FOCAL	(+224) 628 65 70 02
257	Fatoumata DORE	Matam	Jeune Ambassadrice	(+224) 628 06 63 75
258	Cheick Ahmed Tidiane TOLNO	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 620 47 19 11
259	Lamine DOUMBOUYA	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 620 96 51 44
300	Mohamed CAMARA	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 621 35 71 61
301	Abdoulaye CAMARA	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 620 39 99 14
302	Housseinatou BAH	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 623 05 59 26
303	Kadiatou BALDE	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 623 72 12 76
304	Sira Djenma KEITA	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 620 92 60 78
305	kadiatou CONTE	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 626 11 59 19
306	Amadou CAMARA	Matam	Jeune Modèle	(+224) 625 33 80 80
307	Aboulaye SOUMAH	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 664 44 90 17
308	Mamadi SANGARE	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 627 26 11 72
309	Mabinty SACKO	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 623 45 25 69
310	M'balou YOULA	Matam	RAJ-GUI	(+224) 626 93 63 42
311	Fatoumata KEITA	Matam	RAJ-GUI	(+224) 654 51 28 53
312	Victor OUENDENO	Matam	RAJ-GUI	(+224) 625 47 44 51
313	Mamoudou SYLLA	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 625 25 22 10
314	Mohamed CAMARA	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 624 49 83 51
315	Abdoulaye Djenab CAMARA	Matam	RAJ-GUI	(+224) 625 63 35 43
316	Seydouba CAMARA	Matam	RAJ-GUI	(+224) 620 12 19 36
317	Abdoulaye DIALLO	Matam	RAJ-GUI	(+224) 622 25 70 42
318	N'sira OULARE	Matam	Jeune Ambassadeur	(+224) 657 94 90 23
319	MariameDemba CAMARA	Matam	MONITRICE WANEP	(+224) 620 03 89 86
320	Amadou KEITA	Matam	RAJ-GUI	(+224) 628 27 81 92
321	Moussa KEITA	Matam	RAJ-GUI	(+224) 628 14 83 64

Rencontre avec les Jeunes Ambassadeurs de la paix de la Commune Urbaine de **Siguiri**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
322	Mamoudou KEITA	Siguiri	Jeune Ambassadeur	(+224) 621 03 15 99
323	Moussa KANTE	Siguiri	Jeune Ambassadeur	(+224) 628 49 92 33
324	Lanciné CONDE	Siguiri	Jeune Ambassadeur	-
325	Makoura BALDE	Siguiri	Jeune Ambassadrice	(+224) 622 15 91 17
326	Sidiki SYLLA	Siguiri	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 13 24 05
327	Lansana DOUMBOUYA	Siguiri	Jeune Ambassadeur	-
328	Abdoulaye KOMAH	Siguiri	Point Focal RAJ-GUI	(+224) 628 43 32 45
329	Cheik Mohamed BAYO	Siguiri	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 27 57 95
330	Issa MAGASSOUNA	Siguiri	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 34 97 53
331	Nanamoudou Mariame MAGASSOUBA	Siguiri	Jeune Modèle	(+224) 622 25 10 56
332	Ténin DIABATE	Siguiri	Jeune Modèle	-
333	Toumany KOUYATE	Siguiri	Jeune Ambassadeur	(+224) 622 56 28 38
334	Saran CONDE	Siguiri	Jeune Ambassadrice	(+224) 628 22 21 78
335	Salifou CONDE	Siguiri	Jeune Modèle	(+224) 628 10 47 49
336	Siré Maka SANDOUNO	Siguiri	Jeune Ambassadrice	(+224) 656 26 81 11

Liste des Participants lors des rencontres avec les membres du **Comité d'analyse, du MUNC et du PBF-Guinée.**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
337	Mamadou Alpha DIALLO	Conakry	MATD/DRAF, Membre comité d'analyse d'alerte	(+224) 662 72 70 03
338	Fatoumata Binta BARRY	Conakry	COFFIG/DCPD, Membre comité d'analyse d'alerte	(+224) 622 11 88 40
339	Abdoulaye Mimah SYLLA	Conakry	MUNC, Membre comité d'analyse d'alerte précoce	(+224) 622 22 86 57
340	Ousmane BARRY	Conakry	MUNC, Membre comité d'analyse d'alerte précoce	(+224) 622 73 45 75
341	Macky BAH	Conakry	ACORD, Membre comité d'analyse d'alerte précoce	(+224) 622 30 17 18
342	Sanassa NABE	Conakry	CONAG-DCF, Membre comité d'analyse d'alerte précoce	(+224) 622 69 03 28
343	Kaman KOULEMOU	Conakry	ACORD, Membre comité d'analyse d'alerte précoce	(+224) 623 55 95 45
344	Emmanuel DJOUNOUMBI	Conakry	PBF, Responsable Suivi et Evaluation	(+224) 80 71 73
345	Koly Lucie HEBELEMOU	Conakry	Responsable Alerte précoce et réponse rapide	(+224) 622 19 14 86
346	N'Famara CAMARA	Conakry	Secrétaire Général du MUNC.	
347	Ibrahima Barry	Conakry	Coordonnateur National du PBF en Guinée	(+224) 622 91 27 90

Rencontre avec certains acteurs locaux de la Société Civile de Conakry :

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
348	Amara Seto	Conakry	Président du Conseil Communal des OSC de Kaloum	(+224) 664 34 23 31
349	Fodé Aboubacar	Conakry	Président du Conseil Communal des OSC de Matoto	(+224) 622 14 04 66
350	Diarra CONDE	Conakry	TG - Conseil Communal des OSC Matoto	(+224) 628 54 67 35
351	Abdoulaye Djenab CAMARA	Conakry	Point Focal RAJGUI	(+224) 625 63 35 43
352	Mamadou Malal SOW	Conakry	Assistant Administratif - RAJGUI	-

Rencontre avec certains membres du RAJGUI

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
353	Mamadou lamine BAH	Ratoma	Responsable Programme	(+224) 622 01 47 12
354	Mamadou Malal SOW	Ratoma	Responsable des opérations	(+224) 628 02 86 90
355	Tamba Augastin TOLNO	Ratoma	Comptable	(+224) 628 46 63 11
356	Jean KOUROUMA	Ratoma	Responsable Communication	(+224) 660 91 59 79
357	Sekou DORE	Ratoma	Coordinateur	(+224) 620 63 63 96
358	Mamadou GOITA	Ratoma	Directeur IRPAD, Consultant international	(+223) 76 02 39 45
359	Dr Cherif KARAMO	Ratoma	Consultant National	(+224) 622 59 35 95

Rencontre avec les Acteurs locaux de la Préfecture témoin, Boffa : **09 Octobre 2019**

N°	Prénoms et noms	Localités	Structures/Fonctions	Contacts
360	Sékou Kanté	Boffa	Secrétaire Général des Collectivités de la Préfecture de Boffa	(+224) 628 54 86 54
361	Almamy Soumah	Boffa	Directeur Préfectoral et emploi Jeunes	(+224) 622 27 34 24
362	Maitre Sédouba Kissi Camara	Boffa	Maire de la Commune Urbaine de Boffa	(+224) 622 20 10 99
363	Fodé Laye Conté	Boffa	1er Vice Maire de la Commune Urbaine de Boffa	(+224) 623 46 32 56
364	Ibrahima Naby Diallo	Boffa	2ème Vice Maire de la Commune Urbaine de Boffa	(+224) 626 88 20 75
365	Dr Alseny Camara	Boffa	Association pour le Développement Agro-sylvopastorale Boffa (CADSPAB)	(+224) 623 66 09 76
366		Boffa	Groupement intégré pour le Développement de Boffa (GIDB)	(+224) 628 56 14 52
367	SYLLA Mohamed Saliou	Boffa	AJPAD	(+224) 621 98 66 90
368	Diallo Abdoulaye	Boffa	Plateforme des Jury Citoyens (PFJC)	(+224) 626 58 44 28
369	Amadou Diané	Boffa	Réseau Citoyen Dynamique RDC	(+224) 628 31 20 58
370		Boffa	Association pour le Développement Durable de la Femme	(+224) 622 55 90 53
371	Daniel Tinkiano	Boffa	Association pour le développement durable et KAV	(+224) 628 97 17 81
372	Dr Conté Yaya	Boffa	Club des Amis pour la Vie(CAV)	(+224) 622 82 16 72
373	Camara Youssouf Sékou	Boffa	Association Jeunesse Unie pour le Développement Durable (JUD)	(+224) 622 11 45 54
374		Boffa	Association des Producteurs pour l'exploitation des périmètres Aménagés (APEPA)	(+224) 620 66 02 66
375		Boffa	Résidents Emancipés pour la Défense des Acquis	(+224) 622 35 23 60
376	Maurice Tamba Millimouno	Boffa	Président de CPASC CONSCG, ADDUFEM -CNOSCG	(+224) 624 88 52 14
377	Mamadouba Sylla	Boffa	Association des producteurs pour l'exploitation des périmètres aménagés APEPA	(+224) 628 20 96 51
378	Oumar Diakité	Boffa	Association pour la protection de l'environnement Développement intégré APEDI	(+224) 625 93 50 12
379	Camara Mohamed Lamine	Boffa	Association pour le Rayonnement de la Technologie en Guinée ARTEG	(+224) 624 67 68 30

Annexe 4 : Quelques images

Quelques images



Présidium atelier de capitalisation du projet



Photo de famille avec une partie des jeunes bénéficiaires du projet à Siguri



Une vue des participants lors de l'atelier de capitalisation



Une vue des participants lors de l'atelier de capitalisation à Conakry



Une vue de la salle lors de l'atelier de capitalisation du projet



Photo de famille atelier de capitalisation



Une vue du présidium lors d'un panel de l'atelier de capitalisation du projet



Réunion de cadrage de la mission d'évaluation à Conakry



Une vue de la salle lors de l'atelier de capitalisation du projet



Visite de courtoisie de l'équipe d'évaluation chez le gouverneur de Kankan (en bleu au centre) en compagnie de : le Directeur de cabinet du gouverneur (à gauche) , le Président des OSC de Kankan (en rouge), un jeune leader de Kankan (2^{ème} à partir de la droite) et le chef de projet (1^{er} à partir de la droite)



Image devanture des bureaux octroyés par la Direction sous-préfectorale de la jeunesse de Siguiiri à l'ONG « Jeunes ambassadeurs pour la paix »